Vol 17 # 28 • Du 10 au 16 Janvier 2024
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE CÉLÈBRE L'INDÉPENDANCE D'HAÏTI !


Voir page 3

En cette occasion des 220 ans d'Haïti, de nombreux pays frères ont commémoré ce jour historique en honneur et en signe de solidarité continue avec le peuple haïtien

RUMEUR DE SOULÈVEMENT POPULAIRE !



Voir page 4

Les masses populaires réclament grandement le départ de Ariel Henry à la date du 7 février 2024



Arestasyon Jean Chrisilhomme Romain !
Page 6

In Haiti, Losing an ID Is the Beginning of a Bureaucratic Nightmare
Page 9



Sanctions onusiennes : portée, efficacité, légitimité ?
Page 7



Pourquoi, 'Pour quoi', change-t-on d'année ?
Page 10-11



McDonalds admet une perte financière due au boycott mondial contre Israël
Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Combat contre l'horreur pour reconstruire l'avenir !

Par Berthony Dupont

Chaque jour passant rend la situation du pays de plus en plus inextricable. Le peuple haïtien a besoin de sécurité, mais ce sont des voyous qui font la loi, règnent, sèment la terreur et décident de tout au sein de l'Etat. Rien ne fait pour lutter contre le chaos, la corruption, l'insécurité et la domination de l'impérialisme américain qui rongent la population. C'est avec peine que les ouvriers, paysans, jeunes, chômeurs, travailleurs, artisans, mères et pères de famille constatent comment le pays s'enfonce dans une situation désastreuse de criminalité.

Le pays est paralysé. Le peuple n'en peut plus face à cette marche engagée vers la décomposition. La société haïtienne a abandonné toutes ses valeurs, ses pages de gloire. Plus rien ne va dans la bonne direction ; c'est la désorganisation et le déséquilibre total à tous les échelons de la vie nationale.

L'ennui c'est que la politique est marquée du sceau de l'impuissance et de l'irresponsabilité d'une classe politique au service de l'impérialisme. Malgré que les dirigeants de toutes ces particules politiques, les uns comme les autres, soient ou bien éclaboussés par les scandales de corruption ou bien sanctionnés ou avilis par leurs propres complices, en l'occurrence, les puissances capitalistes. Rien dans leurs agissements n'indique une quelconque modification ou une lueur d'amélioration.

Une vague ininterrompue de désaveux et d'indignation face à l'arbitraire s'est abattue sur la population, qui ne sait à quel saint se vouer face à ce gouvernement. Alors, dans une telle atmosphère de destruction de nos droits les plus élémentaires, de nos libertés de circuler librement, y a-t-il, à part des prétextes fallacieux, une issue favorable pour sortir de ce carcan ? Certes, il y en a, pas seulement une, mais plusieurs peuvent être considérées.

Des alternatives viendront sans doute de toutes parts, maquillées de toutes les couleurs de l'arc-en-ciel. Mais, soyons lucides et réalistes : ni le pouvoir ni la soi-disant « *opposition de rupture* » n'apporteront aucun programme qui soit de nature à contrecarrer les intérêts de la classe capitaliste. Et pour cause. L'un et l'autre sont formatés à s'exprimer de manière à nous faire accepter leur marchandise ne laissant présager aucun dommage. Tandis que leurs programmes respectifs, tous leurs projets, même quand ils sont de couleurs différentes, sont issus du même laboratoire destructeur, ennemi du peuple haïtien.

En effet, la première issue possible est d'agir comme viennent de le faire les peuples du Burkina Faso, du Niger et du Mali en mettant sur la touche la domination néocoloniale française. Nous n'avons rien à perdre mais tout à gagner contre la plus puissante force corruptrice. Nous n'avons rien à hésiter, même un seul instant, pour défendre nos droits inaliénables.

Naguère esclaves, hier colonisés, présentement néo-colonisés, nous devrons refaire tourner la roue de l'histoire dans le sens d'un mieux-être pour le peuple haïtien Comme fait un bucheron dans une forêt plantée de mauvais arbres, il faut tous les couper, l'un après l'autre. Il s'agit de lutter et de combattre constamment contre toutes ces mauvaises herbes qui poussent dans le pays et qui nous empêchent de vivre.

C'est la refonte totale et complète de nos mœurs et de nos habitudes, la table rase de notre passé de dominé qui doit nous préoccuper et nous conduire vers la construction d'une nouvelle société avec une nouvelle mentalité, une autre vision de la femme et de l'homme haïtien.

Aucune solution fiable, conforme aux intérêts des exploités et des opprimés ne pourrait se trouver dans le cadre de ces institutions politiques pourries au service des oligarques internationaux et internes.

La politique de Washington ne fait que poursuivre inlassablement son dessein déstabilisateur dans le pays, voilà pourquoi, la seule alternative qui pourrait apporter des solutions viables, conformes à la démocratie et aux besoins sociaux des masses en souffrance est de les balayer tous sans la moindre exception.

Dans ces conditions, il ne fait aucun doute que malgré les manœuvres, les coups bas et autres mesquineries tous azimuts de la classe politique et d'un système condamné à périr, l'avenir reste irrévocablement aux peuples travailleurs pour sa libération totale.

Seul le peuple haïtien, à travers ses organisations populaires révolutionnaires, est capable de décider cette lutte afin de combattre ensemble, l'horreur de l'exploitation et le travail précaire capable de faire vaciller le pouvoir de l'impérialisme américain et de ses valets locaux. A l'aube de cette nouvelle année, la décomposition politique qui s'accélère se trouvera tôt ou tard face à la résistance populaire qui finira par l'anéantir.

Nous du journal, *Haïti Liberté,* l'avions amplement constaté que la question d'une rupture avec la domination des Etats-Unis d'Amérique fait la « Une » et s'impose comme une évidence dans plusieurs débats sur les réseaux sociaux. Sur ce plan, nous n'aurons donc aucun inconvénient à nous inscrire dans une telle lutte pour la libération du pays.

En avant citoyens dans ce combat contre l'horreur de la tutelle impérialiste pour reconstruire notre avenir !

La Communauté internationale célèbre l'indépendance d'Haïti !



Des haïtiens manifestants avec un drapeau de la Russie devant l'ambassade des Etats-Unis en Haïti



Le ministre des affaires étrangères de Russie, Sergei Lavrov



Le président de la République bolivarienne du Venezuela Nicolás Maduro

Par Marie Laurette Numa

La République d'Haïti a eu l'honneur de recevoir les souhaits de solidarité de plusieurs autres pays dans le cadre de la proclamation des 220 ans d'Haïti, le 1er janvier 2024, qui coïncide également au 220ème anniversaire de la révolution anti-esclavagiste et anticoloniale d'Haïti.

En cette occasion, de nombreux pays frères ont commémoré ce jour historique en honneur et en signe de solidarité continue avec le peuple haïtien.

A commencer par le gouvernement du Nicaragua qui le lundi 1er janvier 2024, n'a pas manqué sous le signe de la solidarité régionale, de célébrer avec Haïti le 220ème anniversaire de son indépendance, réaffirmant l'union entre les deux peuples dans un message de fraternité et de collaboration adressé au Premier Ministre a.i. Ariel Henry signé par le président du Nicaragua Daniel Ortega Saavedra et son épouse Rosario Murillo.

« Au nom du Peuple et du Gouvernement de Réconciliation et d'Unité Nationale de la République du Nicaragua, et en notre propre nom, nous nous joignons au Peuple Frère d'Haïti et à son Gouvernement pour commémorer le 220ème Anniversaire de son indépendance.

Recevez notre étreinte fraternelle, avec l'amour et le respect du peuple nicaraguayen pour le peuple haïtien frère. »

Dans un tweet qu'il a publié le 1er janvier 2024, le président de la République bolivarienne du Venezuela Nicolás Maduro a pour sa part salué le grand peuple haïtien dans le cadre des 220 ans de proclamation de l'indépendance d'Haïti.

Le peuple haïtien a écrit une page historique en tant que premier peuple noir à avoir brisé la chaîne de l'esclavage et proclamé l'indépendance d'Haïti le 1er janvier 1804. Maduro a salué la bataille héroïque extraordinaire du peuple haïtien pour que le pays se libère de la chaîne de l'esclavage. Le Président ajouta : *« le peuple haïtien célèbre les 220 ans de son indépendance depuis qu'il a proclamé son indépendance du colonialisme français et a établi une République libre dans l'histoire, après une longue et héroïque lutte populaire. Nous avons envoyé nos salutations éternelles, notre solidarité et notre affection à notre peuple frère ».*

De son coté, la Fédération russe par la filière du ministre des affaires étrangères de Russie, Sergei Lavrov, dans le cadre des 220 ans de proclamation de l'indépendance du pays, dans une déclaration a « *critiqué la politique d'ingérence et les pratiques néocoloniales des pays occidentaux comme les États-Unis, la France et le Canada qui ont été développées contre Haïti pour arrêter le développement et le progrès du pays* ».

Dans cette déclaration, le Ministre des Affaires étrangères de la Russie a souligné *« qu'en 1804 Haïti est devenu le premier État d'Amérique latine et des Caraïbes à se libérer de la domination coloniale oppressive de la France et a ouvert la voie à un développement souverain. Mais aujourd'hui, Haïti fait face à de nombreux défis dus à l'ingérence et à la domination de certains pays étrangers qui ont détruit Haïti avec le déploiement de troupes étrangères. »*

Le ministre des Affaires étrangères de Russie a rappelé l'occupation militaire américaine de 1915 à 1934. Il a également souligné le grand problème que traverse le pays avec une situation criminelle dans laquelle d'autres pays étaient impliqués. Le Ministre Lavrov a fermement condamné la pratique néocoloniale qui a des conséquences persistantes sur Haïti, c'est pourquoi il a rappelé ses relations avec Haïti basées sur la solidarité, l'amitié et le respect mutuel qu'il a toujours développé avec Haïti. *« Nous sommes prêts à approfondir nos relations commerciales, économiques, scientifiques, technologiques et culturelles avec Haïti »*

Dans la même veine, pour marquer le 220e anniversaire de l'Indépendance de la République d'Haïti ce 1er janvier 2024, et démontrer son soutien à la communauté haïtienne, qui occupe une place importante dans la grande famille de la Francophonie des Amériques, l'édifice du centre de la Francophonie des Amériques (Québec, Canada), s'illuminera aux couleurs du drapeau haïtien, tout au long du mois de janvier 2024. D'autres activités sont prévues pour souligner la fierté, la résilience et la créativité du peuple haïtien. Bonne année 2024 et bonne fête de l'indépendance haïtienne !

Rappelons pour l'histoire qu'au mois de mars 2021, La fédération de la Russie avait proposé son assistance à Haïti, par la filière de la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova. Elle a évoqué l'attention de son pays sur ce qui se passe en Haïti en ces termes *« Haïti est entrée dans une nouvelle période d'instabilité politique et la plus grande crise sociale et économique jamais vue. La Russie est prête à aider les Haïtiens à rétablir la stabilité politique, à maintenir la sécurité intérieure et à former du personnel »*

A cette déclaration, le Département d'Etat américain avait vite réagit sur la Voix de l'Amérique « Une fois de plus, j'aimerais insister sur les engagements pris par les États-Unis vis-à-vis du peuple haïtien. Nous sommes engagés pour aider les haïtiens à bâtir un avenir meilleur. En janvier 2021, nous avions annoncé une enveloppe d'assistance humanitaire de 75, 5 millions de dollars. Ce fonds servira dans divers domaines notamment la gouvernance démocratique, la santé, l'éducation et le développement agricole.

Au nom du Gouvernement du Mexique que dirige le président Andrés Manuel López Obrador (AMLO), le Ministère des Affaires étrangères du Mexique félicite le peuple et le Gouvernement d'Haïti à l'occasion de la célébration de la Fête de l'Indépendance.

Aussi le gouvernement révolutionnaire de Cuba n'a pas raté de *« féliciter le peuple et le gouvernement d'Haïti à l'occasion de la célébration de la Fête nationale de ce pays. Nous réitérons notre volonté de continuer à consolider les relations d'amitié et de coopération entre les deux nations. »*

L'association nationale des juristes haïtiens pour l'avancement du droit (Anajhad) s'engage dans la lutte pour le relèvement moral de la personne humaine en Haïti



Par Me Marc-Sony CHARLES

La société haïtienne est en train de vivre une situation de crise marquée par le non-respect de la règle de droit. Les institutions étatiques ne parviennent plus à exercer adéquatement leurs fonctions régaliennes. Les prescriptions constitutionnelles demeurent lettres mortes. Les textes de lois sont inopérants. Le système judiciaire est moribond. Nombreux sont les citoyens et les citoyennes qui ont la conviction qu'emprunter le chemin de la justice pour régler ses différends, c'est s'exposer à la moquerie des uns et des autres. De plus en plus, la population haïtienne se familiarise avec des pratiques abjectes où les principes qui caractérisent une société civilisée s'estompent.

D'aucuns se demandent s'il y a encore de l'espoir pour ce pays où le mépris de la dignité humaine devient une arme de combat. En effet, il est facile, dans le contexte actuel, de voir sur les réseaux sociaux des individus sans foi ni loi se livrer à des actes de torture des plus abominables, lesquels traduisent une certaine propension à la déshumanisation de l'homme haïtien. Nous ne pouvons plus compter les cas où des enfants, des adultes, voire des vieillards, hommes ou femmes, sont passés de la vie au trépas pour n'avoir pas pu verser une certaine somme d'argent.

Oui, il est scandaleux d'assister à ces spectacles affreux où quelques billets de dollars peuvent faire toute la différence entre se retrouver sur une pile d'immondices ou dans un endroit isolé, en pâture à des animaux, et recouvrer son droit à la vie. Il est scandaleux de voir des jeunes, appelés à assurer la relève, se livrer soit à la prostitution, soit à des activités de banditisme pour pouvoir s'assurer le pain quotidien.

Cette réalité pathétique ne saurait laisser indifférent celui ou celle qui se dit juriste. Car ce dernier ne se reconnaît pas seulement par sa grande culture juridique. Ce n'est pas uniquement son savoir immense dans le domaine du droit qui est la marque du juriste. Par ces activités professionnelles, le juriste est bien placé pour rappeler aux détenteurs du pouvoir politique que l'État a l'obligation d'assurer le respect des droits fondamentaux de la personne humaine. Le juriste, digne de ce nom, se reconnaît par cette sensibilité sociale qui le porte à vulgariser les connaissances juridiques de telle sorte que le citoyen le plus ordinaire puisse être conscient de ses droits et de ses devoirs, et qu'il sache que vivre en société, c'est savoir défendre ses droits, mais c'est aussi savoir se conformer aux prescriptions légales.

Le lancement officiel de cette structure dénommée Association nationale des juristes haïtiens pour l'avancement du droit (ANAJHAD) s'inscrit dans cette perspective. Il s'agit ici de faire appel à l'ensemble des juristes du pays pour qu'ils usent de toutes les ressources qui sont à leur disposition en vue de promouvoir le droit. Aussi faut-il souligner à l'encre forte que l'ANAJHAD n'est pas venue grossir les rangs des organisations de défense des droits humains du pays. Sa principale mission consiste à mettre le droit à la portée de tous. Elle fera de son mieux pour contribuer à l'éducation juridique de tous les Haïtiens indistinctement.

C'est donc par ce travail d'éducation juridique que l'ANAJHAD compte participer à la lutte pour la défense de la dignité humaine en Haïti.

Convaincue que l'ignorance est la mère de tous les maux, l'ANAJHAD compte s'investir dans tous les programmes visant le relèvement moral de la personne humaine par la formation continue. Ainsi, les élèves du secondaire seront touchés par nos activités. Ceux qui sont attirés par les études juridiques pourront bénéficier de l'encadrement nécessaire en vue de réussir les concours d'entrée à l'Université. Les étudiants en droit, qui sont à la recherche d'un lieu de rencontre entre les praticiens du droit, y trouveront leur compte. Les mémorants en droit n'auront plus à se casser la tête pour pouvoir rédiger et soutenir leur mémoire de sortie. Les jeunes avocats et autres professionnels du droit trouveront désormais un endroit approprié où le débat juridique se fera régulièrement.

Sans doute dira-t-on que l'ANAJHAD se fixe des objectifs trop élevés. Nous avons certainement la conviction que nos projets sont ambitieux. Ce que nous envisageons d'accomplir pour le bien de la patrie commune est à l'antipode de ce que nous offre la réalité délétère à laquelle nous sommes confrontés au quotidien.

Mais il demeure vrai que les périodes de crise sont la plupart du temps l'occasion pour les hommes et les femmes d'envergure de sortir des sentiers battus et de susciter des changements durables. Les ANAJHADISTES veulent s'inscrire dans cette catégorie d'hommes et de femmes qui savent se servir du pire pour engendrer le meilleur. C'est ce à quoi nous aspirons. C'est ce qui nous détermine à agir. Venez donc nous rejoindre dans ce combat pour le relèvement national par la promotion du droit.

Me Marc-Sony CHARLES
Avocat au Barreau de Port-au-Prince
Docteur en Théologie
Maître en Science Politique et Relations Internationales
Professeur à l'Université
Directeur de JURIS-DICTIO CABINET D'AVOCATS
Président de l'ANAJHAD

Rumeur de soulèvement populaire !





A bas l'impérialisme !



Au centre l'ancien chef rebelle Guy Philippe

Par Isabelle L. Papillon

Nous vivons une période exceptionnelle dans le pays. Des rumeurs d'un soulèvement général pacifique en Haïti, pareil à celui qui en juillet 2022 avait chassé le président du Sri Lanka de son palais serait en cours de préparation pour chasser du pouvoir le Premier ministre de facto Ariel Henry et ses acolytes.

Les manifestants en nombre imposant tentent d'occuper le bâtiment de la Primature pour sans doute mettre fin à leur calvaire. Déjà des critiques acerbes sont adressés au Premier ministre qui s'accroche à son poste sans mandat, sans contre-pouvoirs, sans opposition et sans bilan. Attendant impatiemment le déploiement de la Mission multinationale spécialisée robuste de Kenya en appui à la Police nationale haïtienne pour l'aider illégalement à maintenir davantage le pouvoir.

Il est probable que ce mouvement ayant à sa tête l'ancien chef rebelle Guy Philippe tout fraichement libéré de prison aux Etats-Unis atteigne sa cible peu avant le débarquement de la force kenyane. Est-ce une façon de dire, aux Etats-Unis, que le peuple avec l'appui de la police nationale haïtienne peut assurer la sécurité de la population qu'on n'a pas besoin des forces kenyanes.

Les masses populaires réclament grandement le départ de Ariel Henry à la date du 7 février 2024. Mais il est probable que peu avant cette date on lui retire du poste de l'exécutif haïtien qu'il occupe à la faveur du Core Group sans rien faire pour les masses populaires pour les soulager de leur misère et surtout de l'insécurité depuis plus de 28 mois.

Parmi les critiques contre le Premier ministre, on a noté entre autre l'utilisation de l'insécurité et son refus d'organiser des élections afin de laisser les Haïtiens choisir librement leur dirigeant. Il n'a jusqu'à présent évoqué aucun calendrier pour la tenue d'élections, qui requiert dans un premier temps la nomination par le gouvernement d'un conseil électoral provisoire.

Il est déjà probable, par manque de volonté, qu'aucune élection ne pourra se tenir en cette année 2024.

Odyans Piblik

ODYANS PIBLIK POU SOU PWOJÈ ENFRASTRIKTI

Metropolitan Transportation Authority, nan non MTA New York City Transit ak filyal li yo – MTA Long Island Rail Road, MTA Metro-North Railroad, MTA Construction and Devlopment, ak MTA Bus Company (yo tout ansanm rele "MTA") ap òganize yon odyans piblik pou mande kòmantè sou pwopozisyon sibvansyon federal MTA pou Ane Fiskal 2024. Odyans lan ap fèt nan yon fòma ibrid avèk opsyon pou patisipasyon an pèsòn, ak nan yon fòma vityèl platfòm entènèt sou Zoom ak apèl konferans, avèk yon difizyon andirèk disponib sou sit entènèt odyans pou Pwojè Enfrastrikti 2024 MTA.

MTA a resevwa lajan federal annamoni ak Federal Transit Administration (FTA) nan Depatman Transpò Etazini, Seksyon 5307, 5309, 5337, 5339 ak 5340 Tit 49, Kòd Etazini, 5300 et seq (Kòd la), Lwa Ki Konsène De Pati sou Enfrastrikti (lwa sou transpò sou sifas ak lòt kredi federal. Gouvènè Eta New York la, otorite lokal yo, operatè sèvis piblik yo te deziyen MTA pou resevwa kalite sibvansyon sa yo.

Lajan yo mande a se pou kategori pwojè enfrastrikti yo ki mansyone anba e yo pi byen dekri nan Pwojè Pwogram MTA yo. Pwojè Pwogram MTA yo disponib pou revizyon nan **https://new.mta.info/transparency/public-hearings** oswa lè ou rele nimewo ki mansyone anba a. MTA mande epi ankouraje kòmantè founisè transpò prive yo. Amelyorasyon enfrastrikti yo nan kad Pwogram sa a fèt jeneralman nan rezo MTA oswa nan yon pwopriyete vil la oswa Eta a posede. Acha byen oswa relokasyon ap fèt konfòmeman avèk dispozisyon legal ak reglemantè apwopriye yo. Pwojè ki nan odyans sa a fè pati Pwogram Enfrastrikti ki apwouve pou 2015-2019 ak 2020-2024 yo.

Se Metropolitan Planning Organizations ki te apwouve oswa ki pral apwouve Pwojè enfrastrikti yo pou rejyon metwopoliten nan Nouyòk epi respekte Plan Aplikasyon Eta a (State Implementation Plan, SIP) jan li obligatwa daprè Lwa 1990 ki Modifye sou Kalite Lè Ki Pwòp la. Pwojè a pa ta dwe gen okenn enpak negatif anviwònmantal enpòtan. Si FTA prepare yon deklarasyon fòmèl sou enpak anviwònman an sou nenpòt nan pwojè ki pwopoze yo, MTA ap bay yon avi piblik pou rann deklarayon an disponib. Tout egzijans legal yo ki gen rapò avèk kliyan granmoun ansanm avèk sa ki andikape ap satisfè.

Yo prevwa nenpòt diferans ant depans pwojè a ak lajan sibvansyon federal la ap ase gras ak lajan ki te disponib pa mwayen youn oswa lè yo mete ansanm sous ajans eta, lokal, ak ajans ki afilye (tankou MTA Bridges and Tunnels oswa MTA), kredi pou pati pwojè ki pa federal ki jwenn finansman gras ak kòb ki fèt nan sistèm peyaj la, daprè ak lwa federal (23 USC 120 (i)), oswa lavant byen oswa pwogram revni.

Nan Ane Fiskal Federal 2023 a, MTA te resevwa $868.2 milyon finansman seksyon 5307, $1.155 milya Seksyon 5337 State of Good Repair funds, ak $26.7 milyon Seksyon 5339 nan Lajan pou Bis ak Batiman Pou Bis yo. Repatisyon pou Ane Fiskal Federal 2024 la poko disponib. Lajan Federal yo dwe jeneralman koresponn ak yon kontribisyon lokal pataje pou asistans enfrastrikti 20 pousan pou pifò kategori finansman yo.

KATEGORI PWOJÈ/ESTIMASYON DEMANN FEDERAL LA (Dola an Milyon)

LONG ISLAND RAIL ROAD

Kategori Pwojè	$M
Estasyon	$355.71
Ray	69.10
Kouran	31.80
Divès	0.50
Total LIRR	**$457.11**

METRO-NORTH RAILROAD

Kategori Pwojè	$M
Materyèl Woulan	$484,64
Estasyon	135.43
Ray ak Estrikti	568.69
Kominikasyon ak Siyal	9.83
Kouran	59.29
Acha ak Santye	2.72
Divès	32.69
Total MNR	**$1,293.29**

OTOBIS MTA

Kategori Pwojè	$M
Etablisman yo	$7.19
Total Otobis MTA	**$7.19**

TRANSPÒ VIL NEW YORK

Kategori Pwojè	$M
Tren	$1,400.00
Ranplasman Otobis	400.00
Estasyon Pasaje	2980,00
Ekipman pou Liy	200.00
Fason Liy yo Fèt	350.00
Siyal ak Kominikasyon	575.00
Acha ak Santye	300.00
Depo	50.00
Rezo Elektrik	325.00
Divès/Ijans	200.00
Total NYCT	**$6,780.00**

KONSTRIKSYON ENFRASTRIKTI & DEVLÒPMAN

Kategori Pwojè	$M
Aksè Penn Station	$2,093.70
Rekonstriksyon Penn	96.00
Divès	32.00
Total Otobis MTA	**$2,221.70**

MTA GRAND TOTAL	**$10,759.29**

DAT AK LÈ ODYANS PIBLIK LA

ODYANS PIBLIK SOU PWOJÈ ENFRASTRIKTI ANE 2024

Madi 6 Fevriye 2024 • Odyans lan ap kòmanse a 6:00 PM • Odyans Piblik Ibrid la ap an pèsòn epi l ap sou platfòm vityèl yo.

Avi Odyans Piblik

Odyans lan ap yon odyans kote moun ka chwazi patisipe an pèsòn, ak sou platfòm entènèt sou Zoom ak apèl konferans, avèk yon difizyon andirèk ki disponib sou sit entènèt odyans pwojè enfrastrikti MTA 2024 la **https://new.mta.info/2024-capital-projects-hearing** Ou sipoze enskri alavans pou ou pale nan odyans piblik vityèl la. Chak moun ki enskri pou l pale ap gen de (2) minit pou yo pale.

Enskripsyon pou Odyans Piblik

Pou w anrejistre pou w pale nan odyans piblik ibrid la, tanpri enskri pou w pale swa an pèsòn, oswa sou entènèt sou **https://new.mta.info/2024-capital-projects-hearin**g oswa rele Liy Dirèk Odyans Piblik la nan (646) 252-6777. Tout kòmantè yo pral ekri epi yo pral fè pati dosye pèmanan odyans sa yo.

Patisipe nan Odyans Piblik la

Si w anrejistre pou w pale, ou ka patisipe swa sou Zoom sou entènèt, an pèsòn oswa sou telefòn lè w suiv enstriksyon sa yo.

Rejwenn Seminè Zoom sou Entènèt la: Pou w jwenn aksè nan seminè sou entènèt sou Zoom nan, ale sou sit entènèt la ki se: **https://new.mta.info/2024-capital-projects-hearing**

Ou ka ale tou sou zoom.us/join epi antre nimewo Seyans sou entènèt la ki se 826 9778 6527)

Patisipe ak Òdinatè pòtab/Tablèt/Telefòn Entèlijan: Antre sou lyen: https://mta-info.zoom.us/j/826 9778 6527-Nimeyo seyans sou entènèt la: 826 9778 6527

Patisipe nan Seyans sou Entènèt la sou Telefòn:
Pou w antre nan seyans k ap fèt sou Zoom nan sou telefòn, tanpri rele 1-877-853-5247 (gratis). Epi antre ID seyans sou entènèt la: 826 9778 6527, epi peze siy dyèz (#) la.

Gade Sèlman Sou Entènèt: Moun ki nan piblik la ki ta renmen annik gade odyans lan ka konekte nan evènman an andirèk sou **https://new.mta.info/2024-capital-projects-hearing**

Pou w Voye Kòmantè yo Ale

Yo dwe voye tout komantè ekri yo ale disi 6:00 PM nan dat 6 Fevriye 2024. Nou p ap konsidere kòmantè nou resevwa apre dat ak lè sa a.

Pou w jwenn yon Kopi nan Pwojè Pwogram Konplè MTA yo

W ap jwenn yon lis konplè pwojè ki kalifye pou finansman daprè pwopozisyon sa a ki disponib sou plas ak sou sit entènèt MTA a ki se **https://new.mta.info/2024-capital-projects-hearing** oswa lè w skane Kòd QR la. W ap jwenn enfòmasyon sou lokal piblik yo ansanm avèk pwojè yo ki kalifye pou finansman sou sitwèb MTA oswa lè ou kontakte MTA nan adrès ki anba. MTA pral fè pwogram final pwojè yo disponib sou sit entènèt li a **https://new.mta.info/transparency/grant-management** pou pwojè Seksyon 5307-finanse lè FTA bay sibvansyon Federal ane fiskal 2024 la.

Lòt Fason Pou W Fè Kòmantè Oswa Pou W Mande Enfòmasyon

Pou w jwenn plis enfòmasyon, pou w enskri alavans pou w Pale, oswa pou w Voye Kòmantè Ale

Moun ki vle pale nan Odyans Piblik la dwe enskri davans. N ap aksepte kòmantè nou resevwa pa imel sou sit entènèt MTA a **MTA a https://new.mta.info/2024-capital-projects-hearing** owa an pèsòn nan odyans lan oswa lè w rele (646) 252-6777. Ajan telefòn yo disponib apati 6 AM jiska 10 PM chak jou. Prezantasyon aloral yo ap ka dire de (2) minit sèlman. Ou ka prezante temwayaj aloral oswa soumèt deklarasyon alekri pito oswa pou konplete temwayaj oral ki konsènen pwojè yo pwopoze a. Pou w voye yon kòmantè, pou w jwenn lòt enfòmasyon, oswa pou w mande kopi aplikasyon yo e pou yo voye pwojè pwogram final yo pou nan FTA, yo dwe voye lèt yo nan: **MTA Capital Program Funding / Grants Management, RE: 2024 Capital Projects Public Hearing, 2 Broadway, C15.11, New York, NY 10004. Tout lèt yo dwe gen so lapòs disi 7 Fevriye 2023. Tout lèt yo dwe gen so lapòs disi 6 Fevriye 2024.** Nou p ap konsidere kòmantè nou resevwa aprè dat sa a.

Sèvis Aksesiblite ak Sèvis Èd pou kesyon Lang



Nan odyans piblik la, CART Captionning ak Lang Siy Ameriken ap disponib.

Manm nan piblik la ki soud oswa ki difisil pou yo tande ka itilize sèvis transmisyon yo prefere a oswa yo ka itilize sèvis transmisyon gratis 711 lan, epi mande pou yo konekte yo nan Odyans Piblik lan nan (646) 252-6777.

Manm nan piblik lan ki avèg oswa ki pa wè byen ka mande aranjman nan dat oswa anvan 1ye Fevriye 2024, lè yo voye yon demann sou entènèt sou **https://new.mta.info/2024-capital-projects-hearing** oswa rele nimewo Odyans Piblik lan nan (646) 252-6777.

Manm nan piblik lan ki pa gen aksè a yon òdinatè oswa ki pa gen aksè ak entènèt, ka rele odyans lè yo rele seyans sou entènèt sou Zoom nan (gratis) nan 1-877-853-5247 epi antre ID seyans sou entènèy la: 826 9778 6527, epi aprè sa antre siy dyèz (#) la. Si w bezwen èd pou kesyon lang oswa gen nenpòt lòt aranjman nesesè, tanpri voye yon demann omwen senk jou ouvrab anvan dat odyans lan nan youn nan fason ki annapre yo:

1. sou entènèt nan **https://new.mta.info/2024-capital-projects-hearing**
2. rele Liy Dirèk Odyans Piblik la nan (646) 252-6777, oswa
3. Voye yon lèt nan: **MTA Capital Program Funding / Grants Management, RE: 2024 Capital Projects Public Hearing, 2 Broadway, C15.11, New York, NY 10004.**



Metropolitan Transportation Authority

www.mta.info



Akò Montana a mande inite



Kèk dirijan nan akò Montana a

Kèk dirijan akò Montana a sitou manm Biwo Siveyans Akò a (BSA), nan yon mesaj piblik, nan okazyon nouvo ane a 2024 la, mande tout fòs aktif Ayiti yo pou yo tabli yon reyèl tranzisyon politik pou nou chanje tout move pratik nan gouvènans Leta a.

Se sèl inite ki pral pèmèt nou chape anba okipasyon entèn leta a, ki sèvi ak gang kòm yon milis pou detwi lavi ak libète. Se nan sans sa a, yo envite moun ki pa gen okenn koneksyon ak kriminèl ak moun ki nan koripsyon epi ki pa patisipe nan krim san ak finansye, pou yo rantre nan demann chanjman sa a.

Bsa a repete detèminasyon li pou l goumen pou l retabli enstitisyon peyi a, ki te detwi, ak lòd konstitisyonèl pou konbat krim sou tout fòm, koripsyon ak enpinite.

Mouvman Montana a nan yon konferans nasyonal souveren, yo afime karbare: yo pap ni andose ni aksepte okenn eleksyon fwod ki vize pou enpoze, yon lòt fwa ankò, yon gouvènman koripsyon ak palman ki pral travay kont enterè Ayiti. *"N ap goumen pou eleksyon kredib, onèt, transparan ak demokratik, kote popilasyon an gen yon konfyans total pou patisipe ak egzèse dwa politik yo."*

Bsa a kontinye pou l fe konnen: li ta vle rankontre tout aktris yo ak tout aktè, nasyonal kou entènasyonal, pou yo rive fè peyi a soti nan dezòd li ye a.

Biwo Siveyans Akò Montana a di li pare pou dirije dyalòg politik la si li menm ak lòt aktè yo defini e dakò sou prensip yo dwe aplike nan tout negosyasyon kòrèk, objektif prensipal ki se enterè Ayiti.

Se sèl inite ki pral pèmèt nou chape anba okipasyon entèn leta a, ki sèvi ak gang kòm yon milis pou detwi lavi ak libète!

Arestasyon Jean Chrisilhomme Romain !



Jean Chrisilhomme Romain



Kempès Sanon

Lapolis Nasyonal Ayiti (Pnh) fè konnen yo te arete jou maten madi 9 janvye 2024, nan ri Sentonore yon sitwayen ki rele Jean Chrisilhomme Romain. Ki moun li ye menm ? Pou moun ki pat konnen Jean Chrisilhomme Romain se yon anplwaye nan antrepriz kidnapin Kempès Sanon ap dirije nan Bèlè. Li se chofè patwon antrepriz kidnapin lan. Sa vle di li se chofè lidè gang Bèlè a Kempès Sanon.

Chrisilhomme fèt 21 oktòb 1991 nan Grand-Goâve, nan depatman Lwès la. Li genyen 32 zan. Yo arete l pou patisipasyon prezime nan fè zak kriminèl òganize.

Se gang ame sa a, ki tabli nan Bèlè, Kempès Sano nap dirije. Li fè anpil atak sou moun Solino yo kote nan jou dimanch 19 novanm 2023, li te touye plizyè moun ak zam li, pami moun sa yo, te gen Vladimir Marcelin ki yon ofisye polis nasyonal, 27yèm pwomosyon Pnh la.

Gang sa a touye tou, Solon Fortunat yon pwofesè fizik ak matematik nan Lekòk Nòmal Siperyè ak Fakilte Syans nan Inivèsite Leta d Ayiti (Ueh), ansanm ak yon ofisye polis nasyonal, Wilio Idoccy, li te touye ak bal nan Kafou Peyan, nan yon nouvo atak gang ame Kempès Sanon nan Bèlè kont Solino, nan apremidi jedi 7 septanm 2023 a.

Gabriel Attal Premye Minis pou ranplase Élisabeth Borne !



Jodi madi 9 janvye 2024 la nan yon remaniman ministeryèl Gabriel Attal, 34 tran, yon sipòtè fidèl Macron, lonmen Premye minis Lafrans nan plas Élisabeth Borne

Sanctions onusiennes : portée, efficacité, légitimité ?



Les sanctions occidentales menées par les États-Unis réussissent rarement, mais finissent par se retourner contre eux

Par Frédéric Thomas

Le 21 octobre 2022, au vu de la dégradation de la situation sécuritaire et du développement des bandes armées, le Conseil de sécurité de l'ONU adoptait des sanctions vis-à-vis d'Haïti [1]. L'occasion de s'intéresser à ces régimes de sanctions : en quoi consistent-ils, où et quand s'appliquent-ils et quelle est leur efficacité ?

Histoire et tendance actuelle

Le premier pays à faire l'objet de sanctions onusiennes à caractère obligatoire fut, en 1968, le régime colonial et raciste de la Rhodésie du Sud, qui, après une longue lutte de libération nationale devint, en 1980, le Zimbabwe [2]. Depuis, le Conseil de sécurité de l'ONU a mis en place trente-et-un régimes de sanctions, dont plus de 80%e en Afrique et au Moyen-Orient. En dehors de ces régions, l'Afghanistan et la Corée du Sud, en Asie, l'ex-Yougoslavie, en Europe, et Haïti, en Amérique latine, ont été ou sont sanctionnés [3]. À l'heure actuelle, quinze régimes de sanctions sont mis en œuvre par les Nations unies et plus de la moitié d'entre eux s'appliquent à des pays africains.

En vertu du chapitre VII (article 41) de la Charte des Nations unies [4], le Conseil de sécurité peut prendre des sanctions qui englobent un large éventail de mesures coercitives. Il s'agit donc d'une arme économique et politique centrée sur le maintien ou le rétablissement de « la paix et la sécurité internationales » dans des situations conflictuelles, et qui a été conçue comme un palliatif au recours à la force. Julien Antouly définit assez finement le régime des sanctions comme une « *voie médiane entre les négociations diplomatiques et le recours à la force, un outil intermédiaire dans une zone grise entre guerre et paix » [*5].

L'expérience des embargos imposés durant plusieurs années à des pays comme l'Irak (1990–2003) [6] et Haïti (1993-1994), qui ont eu des effets désastreux sur les populations, d'un côté, et la montée en puissance des États du Sud, qui ont partiellement redessiné le champ des forces sur la scène internationale, de l'autre, ont entraîné une réorientation et une redéfinition des sanctions. Aux sanctions globales s'est ainsi substitué un régime plus souple et plus ciblé, souvent qualifié de « smart » (intelligent), composé de sanctions spécifiques, mesurables, atteignables, réalistes et temporellement définies. Depuis 2004, tous les nouveaux régimes de sanctions sont ciblés et comprennent généralement des interdictions de voyage, des gels des avoirs, des embargos sur les armes et des interdictions sur une série de produits. Le plus ancien régime de sanctions à l'œuvre est celui établi à l'encontre de la Somalie en 1992 ; le plus récent, celui visant Haïti.

Deux autres tendances générales s'affirment. Les sanctions unilatérales, c'est-à-dire celles adoptées par les États ou entités supranationales en dehors du système onusien, se sont, à partir de 1990 et de la fin de la Guerre froide, multipliées. Ainsi, l'Union européenne a mis en œuvre, de sa propre initiative, une trentaine de régimes de sanctions, tandis que les États-Unis « sont, de loin, le pays qui impose le plus de sanctions » : « au cours des deux dernières décennies, Washington a imposé presque autant de sanctions que l'Union européenne, l'Organisation des Nations unies (ONU) et le Canada réunis » [7]. Par ailleurs, ces sanctions visent davantage que par le passé des entités non étatiques et non juridiques telles que des groupes terroristes, à l'instar de l'État islamique d'Irak et du Levant (Daech) et d'Al-Qaïda [8].

Mécanique des sanctions

De manière générale, les régimes de sanctions peuvent être distingués en fonction de trois dimensions :

Selon leurs origines : s'agit-il de sanctions imposées par l'ONU, sur base de la Charte des Nations unies, ou, de manière unilatérale, par un ou plusieurs États ?

Selon leurs cibles et focales : s'agit-il de mesures générales ou de sanctions ciblées sur des personnes, institutions, groupes armés ou entreprises ; de mesures économiques, diplomatiques ou autres (sportives, culturelles, etc. Par exemple le boycottage d'un événement ou d'un pays) ?

Selon leurs motivations et justifications : au nom de la défense des droits humains, de l'appui aux transitions pacifiques ou de la lutte contre le terrorisme, ou en vue d'un changement de politique, voire de gouvernement ?

Le régime des sanctions adopté par l'ONU en Haïti (qui n'a que très partiellement été mis en œuvre jusqu'à présent [9]) est caractéristique de la dynamique onusienne. Se focalisant sur les « activités criminelles et des atteintes aux droits humains, qui compromettent la paix, la stabilité et la sécurité d'Haïti et de la région », il développe un triple volet : l'interdiction de voyager et le gel des avoirs des personnes visées par ces sanctions, ainsi que l'embargo sur les armes.

Mais, la question de l'efficacité de ces sanctions fait débat depuis longtemps [10]. Outre qu'il est difficile de mesurer celle-ci – les effets des sanctions ne peuvent être isolés de ceux d'une multitude de facteurs –, on s'accorde à reconnaître leurs limites et conséquences indésirables, voire contre-productives [11].

Pour être efficaces, les sanctions « doivent faire partie d'une stratégie politique globale, œuvrant en tandem avec le dialogue politique, la médiation, le maintien de la paix et les missions politiques spéciales » [12], affirmait, en 2022, la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix à l'ONU, Rosemary DiCarlo. Or, cette stratégie globale fait souvent défaut ou est parsemée de « trous ». Ainsi, le contournement et le non-respect des régimes de sanctions sont un phénomène régulier. Ces mesures se heurtent par ailleurs à un marché mondialisé basé sur le libre-échange et l'opacité des paradis fiscaux, mettant à mal le contrôle et la mise en œuvre même des sanctions économiques et financières.

L'efficacité des sanctions onusiennes est cependant également d'ordre symbolique, dans la mesure où ces dernières mettent en scène une « communauté internationale », agissant de concert, et une action diplomatique démonstrative, à haute valeur morale et politique, tout en évitant le recours à la force armée.

Au-delà de la question de l'efficacité, demeure celle, plus radicale, de la légitimité. Or, si les sanctions ne sont pas perçues comme légitimes, elles risquent d'être entravées ou non appliquées, donc d'être inefficaces. Si les sanctions décidées par le Conseil de sécurité de l'ONU jouissent d'une plus grande légitimité que les sanctions unilatérales, elles n'en sont pas moins contestées et contestables. Les régimes de sanctions ne sont-ils pas à géométrie variable et à sens unique, reproduisant et renforçant ainsi l'asymétrie Nord-Sud ? Et ne servent-ils pas, en partie au moins, à couvrir l'inaction et la responsabilité internationale, ainsi que le refus obstiné de contrôler les flux financiers, la circulation d'armes et de marchandises ; contrôle qui s'avèrerait autrement plus productif et efficace ? Enfin, l'immunité des États occidentaux – États-Unis en tête –, qui semblent hors de portée de toute sanction, ne tend-t-elle pas à faire peser sur la légitimité de ces régimes de sanctions un doute systématique ?

Notes

[1] Conseil de sécurité des Nations unies, Résolution 2653 (2022). Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 9159e séance, le 21 octobre 2022, https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N22/646/07/PDF/N2264607.pdf?OpenElement.

[2] Security Council Report, Manuel du Conseil de sécurité de l'ONU. Guide de l'utilisateur aux pratiques et aux procédures, 2021, https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/the-un-security-council-handbook-french-by-scr.pdf.

[3] Les trente-et-un régimes de sanctions ont été mis en place en Rhodésie du Sud, en Afrique du Sud, en ex-Yougoslavie (deux fois), en Haïti (deux fois), en Angola, au Libéria (trois fois), en Érythrée/Éthiopie, au Rwanda, en Sierra Leone, en Côte d'Ivoire, en Iran, en Somalie/Érythrée, vis-à-vis de l'État islamique d'Irak et du Levant-EIIL (Daech) et d'Al-Qaïda, en Irak (deux fois), en République démocratique du Congo, au Soudan, en République populaire démocratique de Corée, en Libye (deux fois), à l'égard des talibans, en Guinée-Bissau, en République centrafricaine, au Yémen, au Soudan du Sud et au Mali. Conseil de sécurité des Nations unies, Sanctions, https://www.un.org/securitycouncil/fr/sanctions/information#:~:text=Il%20existe%20aujourd'hui%2014,permanent%20du%20Conseil%20de%20s%C3%A9curit%C3%A9.

[4] ONU, Charte des Nations unies, chapitre VII : Action en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'acte d'agression, https://www.un.org/fr/about-us/un-charter/chapter-7.

[5] Julien Antouly, « Coup d'État au Niger. Les sanctions, une arme à double tranchant au Sahel », Afrique XXI, 21 août 2023, https://afriquexxi.info/Les-sanctions-une-arme-a-double-tranchant-au-Sahel.

[6] Joy Gordon, « The Enduring Lessons of the Iraq Sanctions », MERIP, printemps 2020, https://merip.org/2020/06/the-enduring-lessons-of-the-iraq-sanctions/.

[7] Agathe Demarais, « 10 points sur les sanctions », Le Grand continent, 18 janvier 2023, https://legrandcontinent.eu/fr/2023/01/18/10-points-sur-les-sanctions/. Voir, pour l'UE : https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/sanctions/ et https://www.sanctionsmap.eu/#/main ; pour les États-Unis : https://complyadvantage.com/fr/insights/comprendre-les-sanctions-americaines/ et https://ofac.treasury.gov/sanctions-programs-and-country-information.

[8] Cela pose des problèmes complexes. Certains groupes terroristes contrôlent des territoires et les populations qui y vivent. L'interdiction de soutenir directement ou indirectement ces groupes se répercute sur les acteurs et actrices présent·es sur ces territoires. Sans compter qu'elle risque d'hypothéquer l'aide humanitaire, bien que les lignes aient récemment bougé, en établissant des « exemptions humanitaires » (cf. Emanuela-Chiara Gillard, « Humanitarian exceptions : A turning point in UN sanctions », Chatam House, 20 décembre 2022, https://www.chathamhouse.org/2022/12/humanitarian-exceptions-turning-point-un-sanctions. Enfin, cette interdiction privilégie une voie militaire plutôt que négociée ; toute négociation pouvant s'apparenter à une reconnaissance, voire un soutien à ces groupes. Pour une discussion sur la situation au Sahel, lire Julien Antouly, Ibid.

[9] Pour le cas haïtien, lire Frédéric Thomas, « Haïti : continuation et interruption de la politique par d'autres moyens », CETRI, 14 décembre 2023, https://www.cetri.be/Haiti-continuation-et-interruption.

[10] Lire notamment PERSAN. Performance des sanctions internationales, IRIS, mars 2017, https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2017/06/persan_-_typologie_-_etudes_de_cas_juin_2017_0.pdf.

[11] Notamment le renforcement des gouvernements sanctionnés, par le biais du phénomène « rally around the flag » (se rallier au drapeau).

[12] « Le Conseil de sécurité débat des moyens d'améliorer ses régimes de sanctions en réduisant leurs effets indésirables », ONU, 7 février 2022, https://press.un.org/fr/2022/cs14788.doc.htm.

Cetri 2 janvier 2024

L'Impact des Sanctions Internationales sur la Justice en Haïti



L'acceptation aveugle de ces sanctions sans preuves solides a entraîné des conséquences graves.

Par Pascale Lamarre

Les sanctions internationales imposées à Haïti, souvent sans preuves concrètes et sous des prétextes politiques, visaient à répondre aux attentes de certains acteurs haïtiens. Elles étaient censées encourager un consensus pour sortir le pays de sa crise perpétuelle. Pourtant, il est clair que bon nombre des accusations portées contre les personnes sanctionnées sont infondées. Bien que leur manque de discernement, leur faiblesse face à certaines situations, et une gestion peu transparente soient critiquables, les accuser de la situation actuelle d'Haïti, y compris le financement ou le soutien aux gangs, relève d'une lâcheté manifeste. Mauvaise gouvernance ne rime pas forcément avec criminalité organisée.

Nous avons trouvé nos boucs émissaires, mais en réalité, les problèmes d'Haïti sont bien plus profonds. Depuis plus de 30 ans, nous observons les mêmes acteurs de la classe politique orchestrer des mouvements populaires et des campagnes de diffamation pour s'accaparer le pouvoir. L'existence des gangs, un phénomène persistant depuis la dissolution de l'armée haïtienne, n'a pas été endiguée par ces sanctions. Le fait que des pays comme le Canada exigent désormais des preuves pour maintenir ces sanctions illustre le paradoxe de la situation.

L'acceptation aveugle de ces sanctions sans preuves solides a entraîné des conséquences graves. Aujourd'hui, des juges haïtiens émettent des mandats d'arrêt contre d'anciens hauts fonctionnaires sans suivre de processus légal. Cela soulève une question alarmante : si l'international peut agir sans preuves, pourquoi pas nous ? Ces actions risquent d'être utilisées par la communauté internationale pour justifier rétroactivement leurs décisions.

Je n'alerterai pas sur les dangers de cette justice instrumentalisée pour des intérêts personnels, ni sur le risque que n'importe quelle personnalité sociale puisse être la prochaine cible de cette justice sans preuves. Notre soif de revanche, notre mépris pour certaines classes sociales, et notre opportunisme qui nous fait fermer les yeux sur les injustices pour nos propres gains, voilà ce qui nous a menés à cette situation. Nous ne reconnaissons jamais ces faits, car cela impliquerait d'accepter une part de responsabilité, de reconnaître nos erreurs. Il semble que cela reste hors de question.

Continuons donc sur cette voie destructrice, jusqu'au jour où nous serons à notre tour les victimes de ces injustices.

Cordialement,
Pascale Lamarre
Activiste
HaitiWatch

Les vœux et promesses de 2024 du « Roi » Henry pour Haïti !



Le Premier ministre, Ariel Henry, recevant les salutations officielles du Corps diplomatique, des représentants du secteur privé, des patrons de presse à la Villa d'accueil le 14 décembre 2023.Ce médecin est un cas unique de l'histoire politique de ce pays et de l'histoire haïtienne tout court

Par Catherine Charlemagne

En Haïti, la population est habituée avec les promesses non tenues des dirigeants, qu'ils soient élus ou provisoires. Mais, il y a une différence entre les deux catégories. Ceux qui détiennent le pouvoir par un scrutin, contesté ou pas, généralement contesté, sont quasiment sûrs de se faire virer aux prochaines élections s'ils ne respectent pas leurs engagements électoraux. D'ailleurs, rares sont ceux qui sollicitent un second mandat. Tandis que ceux arrivant aux responsabilités par un coup de chance, sans passer devant aucun électeur, donc nommés ou arrivés par la force, sont, paradoxalement, les mieux placés pour continuer leurs mensonges sans être inquiétés. Puisqu'ils n'ont pas la prétention de se présenter devant les électeurs, ni non plus l'intention de démissionner. Ariel Henry, l'actuel tenant du Pouvoir exécutif en Haïti et ce, depuis plus de deux ans, est dans cette catégorie.

Les gens de la Commune de Camp-Perrin, dans le département du Sud, répètent souvent ce slogan à la gloire de leur Cité « *Kanperen, yon ti kote apa* » (Camp-Perrin, un endroit différent), pour glorifier la beauté de cette commune et la distinguer par rapport aux autres. Les Haïtiens, pas pour le même motif, peuvent en dire autant pour leur pays qui est vraiment particulier. Du Président Jean-Bertrand Aristide au dernier en date qui a été assassiné, Jovenel Moïse, sans oublier ses deux prédécesseurs, René Garcia Préval et Michel Joseph Martelly, tous ont été contestés, combattus et vilipendés durant tout leur mandat, de façon telle qu'ils ont été tous renversés avant la fin de leur mandat constitutionnel mis à part René Préval et dans une moindre mesure Michel Martelly, sous prétexte qu'ils ont été mal élus et pour le non respect de leurs promesses électorales. Or, pour l'actuel chef de la Transition, Ariel Henry, on ne sait par quel miracle, personne ne voit ni l'urgence ni les raisons pour lesquelles il doit être renversé parce qu'il se contente seulement de faire des promesses dont lui-même est persuadé qu'il ne va pas et ne pourra pas tenir.

N'est-ce pas merveilleux pour ce « grand » dirigeant que Washington a placé sur le « trône » de la République? En Haïti, quel homme ou femme politique au pouvoir n'aurait pas aimé bénéficier d'une telle magnanimité de la part de ses compatriotes et de l'Oncle Sam ? Le Premier ministre, Ariel Henry, est un cas unique de l'histoire politique de ce pays et de l'histoire haïtienne tout court. Plus le pays qu'il est censé gouverner et diriger plonge dans le néant, le chaos, dans les bas-fonds, mieux il se porte politiquement en bénéficiant du soutien et de la confiance sans pareil de son peuple. Sinon, jamais il n'oserait se présenter encore devant la population en cette fin d'année 2023 non seulement pour lui présenter ses vœux de bonheur pour l'année qui vient alors même qu'il sait pertinemment qu'elle sera pire que celle qui s'en va. Mais, il a le culot de lui faire part des promesses en récitant textuellement la même leçon qu'il avait apprise l'année précédente. Que la vie est belle pour ce fils des dieux, héritier d'un pouvoir qu'il n'avait pas cherché ni combattu pour l'avoir.

Il fallait le voir, ce médecin, pour l'admirer, ce jeudi 14 décembre 2023 drapé de l'ensemble des pouvoirs régaliens de la République pour accueillir les membres du Corps diplomatique et consulaire, Organisations internationales (ONG), dirigeants des médias, et le lundi 18 décembre 2023, le Secteur économique et des affaires, le gratin de l'administration publique haïtienne, officiels, grands commis de l'Etat, hauts fonctionnaires à la Villa d'Accueil à Musseau venus lui présenter leurs vœux de bonheur pour la nouvelle année. Fier comme un Roi ou un Prince régnant sur ses sujets. D'ailleurs, ne l'a-t-on pas baptisé, par moquerie, « Roi Henry » depuis qu'il s'est octroyé la totalité des prérogatives du Pouvoir exécutif à son accession à la Primature, au Palais national et au Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales ? Dans un bâtiment refait à neuf, 14 ans après le séisme 2010, la Villa d'Accueil, un héritage du régime des Duvalier, redevenue la Résidence officielle des Premiers ministres, parée de ses décorations des fêtes de fin d'année, brillait de mille feux.

Ariel Henry était dans son élément pour parler au nom d'un peuple qui, à ce moment précis à quelques kilomètres de-là, à Ganthier, vit sous la domination du groupe criminel appelé 400 Mawozo qui assassinait, détroussait, incendiait, exilait la population de cette zone. Quelle ironie de l'histoire ! Et quel déni de vérité ! En effet, sans gêne mais surtout plein de toupet, en accueillant les dignitaires étrangers et haïtiens, les uns à l'intérieur de l'édifice, les autres dans les jardins de cette splendide demeure, au haut Bourdon, le Premier ministre déclarait *« Avoir choisi de recevoir sur le site encore en chantier de la Primature, pour signifier symboliquement à tous que l'année 2024 qui s'en vient devrait être l'année de la reconstruction de nos institutions. Je vous demande de me prendre au mot quand je parle de la volonté de mon gouvernement de tout mettre en œuvre pour reconstituer nos institutions démocratiques »*. Sans se douter du qu'en dira-t-on, Ariel Henry se sentait fort, légitime et plein d'espoir pour parler au nom de ses concitoyens qui ne l'écoutent plus tant ils sont convaincus que l'homme qui détient l'essentiel des pouvoirs en Haïti n'est non seulement pas en mesure de changer de logiciel, mais aussi incapable de comprendre que ce logiciel était périmé et qu'aucune mise à jour ne serait possible.

Deux ans qu'il les bassine des mêmes discours et leur ressort le même plat réchauffé sur la résolution des problèmes auxquels ils sont confrontés au quotidien. Pourtant, en présence des Directeurs généraux et autres hauts cadres de la fonction publique, il a lancé, le 18 décembre 2023 « *Je tiens à m'adresser à vous tous ici présents, fonctionnaires, répartis au niveau de l'administration publique, mes félicitations pour le travail exceptionnel que vous accomplissez au service de la collectivité, au service de la nation. Tout au long de cette année, nos collaborateurs du secteur public ont fait preuve d'une résilience exceptionnelle, travaillant sans relâche pour surmonter les obstacles qui se sont dressés sur leur chemin. Votre engagement indéfectible et vos efforts inlassables ne peuvent nullement être passés inaperçus. Malgré les temps difficiles, vous avez maintenu le cap et c'est grâce à vos efforts, étant les piliers de la stabilité et de la continuité de l'administration, que nous avons pu continuer à avancer, dans des circonstances parfois éprouvantes.*

Nous nous engageons à renforcer la transparence et la responsabilité au sein de notre administration, à améliorer l'efficacité des services et à créer un environnement propice à la croissance économique et au bien-être de nos concitoyens et concitoyennes. » Confortable et sûr de lui, le chef de la Transition n'a pas vacillé quand il a évoqué la problématique de l'insécurité qui sera bientôt, selon lui, un lointain souvenir dans la mesure où ce phénomène sera vite balayé avec l'arrivée, dès le début de cette année, des soldats étrangers dans le cadre de la mission multinationale. Sous les yeux des ambassadeurs américain, canadien et français, Eric Stromayer, André François Giroux et Fabrice Mauries, les Tuteurs en somme, qui, eux-mêmes peinent à croire que la sécurité arrivera comme par enchantement, Ariel Henry, dans son discours de fin d'année, lançait, comme un Père Noël qui distribue des cadeaux aux enfants qui y croient encore, *« Nous sommes convaincus que nous vaincrons bientôt le spectre de l'insécurité avec l'aide de la Mission multinationale de soutien à la sécurité (MMSS) dont notre pays frère le Kenya a accepté de prendre la direction. »*

Certains croisent les doigts pour que sa déception ne soit pas plus grande que ses souhaits. Non content d'attendre l'aide extérieure sans essayer lui-même de commencer à baliser le terrain avec les moyens dont dispose le pays, histoire de démontrer que le pays regorge de potentiels humains et ce sont les moyens logistiques qui font défaut, comme l'année dernière, Ariel Henry qui se complaît dans son rôle de « marionnette » ou d'« exécutant » de Washington avait commencé par remercier la Communauté internationale pour son rôle de soutien dans cette gageure qu'est devenue Haïti simplement parce que les soi-disant pays amis ont laissé ouvertes leurs Missions diplomatiques à Port-au-Prince en dépit de l'état d'insécurité.

« Nous savons que nous pouvons compter sur les pays amis de la Communauté internationale qui continuent de nous apporter un soutien significatif dans notre quête de stabilité et de bien-être pour nos concitoyens. Je vous demande de transmettre aux dirigeants des pays et des organisations que vous représentez nos remerciements pour avoir gardé ouverts vos ambassades, vos consulats et vos bureaux, malgré les défis posés par l'insécurité et les aléas du quotidien. » C'est plus que lamentable cette posture, c'est comme si la présence de ces diplomates dans le pays sert à quelque chose pour la population qui affronte chaque jour sur les routes haïtiennes des hordes de hors-la-loi bien souvent de connivence avec, justement, ces ambassades. Personne, à ce jour, n'oublie comment a été réglée et gérée l'affaire des missionnaires religieux américains kidnappés par le gang 400 Mawozo du côté des communes des Croix-des-Bouquets et Ganthier.

Comme par miracle, tous les religieux ont été libérés sains et saufs au pied de morne à Cabris sans que ni le gouvernement haïtien ni l'ambassade et les autorités américains n'avançaient la moindre explication sur la libération de ces otages. Alors même qu'aucun kidnappeur n'a été arrêté ni tué, voire inquiété. Bizarre non ! A l'occasion des vœux de fin d'année, le Premier ministre n'a point oublié la branche économique et d'affaires qui le soutient depuis la signature de l'Accord du 21 décembre. Là encore, c'est particulier dans l'histoire de ce curieux pays où les élites économiques et politiques soutiennent rarement les régimes issus de vote populaire. Ces entités se font toujours un devoir de financer tous les mouvements subversifs contre les gouvernements ayant bénéficié de l'onction des suffrages universels. Elles se sentent moins confortables avec des régimes nés sous l'empire des Constitutions et des institutions ; en revanche, plus confortables avec des gouvernements intérimaires ou de Transition fonctionnant dans l'opacité générale, puisque évoluant sans aucun contre-pouvoir, genre Parlement, etc.

On ne s'étonne point de la complicité et du soutien de l'oligarchie haïtienne à ce gouvernement de Transition qui n'a de compte à rendre qu'à lui-même et surtout qui bénéficie du soutien et de l'appui des Etats-Unis qui l'ont installé sans tenir compte de la Constitution encore moins des Haïtiens. Signataires de l'Accord du 21 décembre qui vient d'avoir une année d'existence en cette fin de 2023, les Secteurs économiques et d'affaires qui, par ailleurs, sont membres du Haut Conseil de la Transition (HCT) à travers leur représentant Laurent Saint-Cyr sont des éléments indispensables dans le dispositif et le maintien d'Ariel Henry au pouvoir bien qu'il est prouvé qu'il n'a rien réalisé ni tenté de faire quoi que ce soit au cours de ces deux dernières années passées à la tête du pays. D'où le remerciement du Premier ministre à ces entités lors des vœux de fin d'année le 14 décembre 2023. « *Je reconnais que l'année qui touche à sa fin a été remplie d'obstacles et d'épreuves. Je sais que la plupart d'entre vous font face à des situations qui auraient pu ébranler votre capacité à résister aux aléas d'une conjoncture politique instable, alimentée par une insécurité galopante.*

Malgré ces difficultés, vous, entrepreneurs, chefs d'entreprises et acteurs du secteur privé formel et informel, avez démontré une détermination à continuer à offrir des services à la population et à contribuer à la croissance économique. Vous êtes la clé de cette croissance, les créateurs d'emplois et les partenaires clés dans la construction d'une économie forte » leur disait le chef de la Transition. En ce jeudi 14 décembre 2023, l'on était à une journée à peine du quatrième échec des émissaires de la CARICOM dans leur démarche de trouver un consensus entre les protagonistes haïtiens de la Transition. Donc, tout le monde attendait ce que Ariel Henry, l'acteur clé de la crise, avait à proposer pour remédier à la situation. Les Eminentes Personnalités de la Communauté caribéenne étaient encore dans la capitale haïtienne en train de se bagarrer comme des diables dans un bénitier pour arracher un Accord entre les acteurs sociopolitiques, après leur échec, quand Ariel Henry, donnait son *show* à sa Résidence officielle de Musseau.

Dans un luxe exubérant et sous haute sécurité de l'armée pendant que les membres de la population se faisaient égorger par les gangs à deux pas du Centre-ville sans qu'aucune autorité ne se soucie de leur sort. Naturellement, les observateurs attendaient son discours sur la conjoncture politique et l'année qui s'achève. Comme l'année dernière, ils ont été servis. Le Premier ministre les a entraînés dans un discours fourre-tout dans lequel rien ou presque n'a été oublié. Ariel Henry promet tout et son contraire : sécurité, élections, consensus politique, nouveaux élus, futurs dirigeants, remerciement aux tuteurs étrangers et aux secteurs qui le soutiennent, etc. Cependant, parmi toutes les annonces et promesses faites, nous avons retenu qu'il n'a donné aucune date, aucune échéance pour passer le pouvoir à ces futurs dirigeants ni pour lancer les chantiers et les travaux qu'il comptait réaliser.

Comme pour s'en convaincre, il a lui-même rappelé ce qu'il avait dit lors des vœux de 2023 et les a prononcés en guise de vœux pour 2024. « *Depuis la Jamaïque j'ai pris des engagements pour associer le plus de secteurs possibles dans la gestion de la période intérimaire. Je tiendrai cette promesse en associant les acteurs qui le souhaitent, à tous les niveaux. Il est indispensable de rassembler le plus de compatriotes possibles autour de l'idée qu'il est indispensable que dans les meilleurs délais de remettre la direction des affaires du pays à des élus. Nous avons mis deux longues années à chercher*

suite à la page(16)

In Haiti, Losing an ID Is the Beginning of a Bureaucratic Nightmare



As Haitians struggle to replace their lost documents due to a backlog at the National Identification Office, Refkad, a nonprofit based in Carrefour, has worked with the police and public transport drivers to help those who have lost identification cards and other important documents.

A backlog at the National Identification Office means Haitians wait months or more to replace lost documents, robbing them of the agency to complete everyday tasks and pursue opportunities.

by Anne Myriam Bolivar

PORT-AU-PRINCE, HAITI — Two years ago, Ferlando Jean lost his identity card at a bus station while traveling to Port-au-Prince, Haiti's capital. The journey to replace it has become an unyielding struggle. The 32-year-old financial agent says he has visited the National Identification Office in Diquini, a suburb in the town of Carrefour, 10 times this year to check if his replacement is ready. Each time he goes, he finds a convergence of people who share his troubles, all waiting to be served.

The officers at the National Identification Office always urge him to return another day, without giving him a definitive date when the replacement will be ready.

"I have been doing everything I can," Jean says. "It is so difficult to get documents in this country, where everything works slowly. And this card is so important, losing it is a big deal."

Jean is no outlier. Frustrated Haitians endure long wait times and bureaucratic hurdles to obtain or replace identity cards and passports, a situation that has left many in limbo, while others pay significant amounts of money to obtain these documents through a booming black market.

The problem, according to a 2022 report from Bertelsmann Stiftung, a research foundation based in Germany, is that rampant corruption and mismanagement plague the registration system. The process of applying for new documents alone poses a significant challenge, as applicants sometimes have to wait for more than a year for the registration office to process an identification card.

Governments under former presidents Jovenel Moïse — who was assassinated in July 2021 — René Garcia Préval and Michel Joseph Martelly attempted to resolve the issue, but many citizens are still not registered in government records.

The demand for identity cards and passports has surged, as people seek to flee the worsening insecurity in Haiti via a United States government program that allows Cubans, Haitians, Nicaraguans and Venezuelans to legally enter the country, provided they find a U.S.-based sponsor.

"Today, with the parole program from the American government, I need my card. Without it, I cannot apply for a passport," says Annecie François, a shopkeeper, who lost her identification card two years ago and has been unable to replace it.

She hopes that her son, who lives in the United States, will ask her to join him through the visa program. But she must have a passport. To apply for one, she needs an identification card, which she is unable to replace. François says she has been disappointed each time she has gone to the identification office to collect a replacement.

Having no identification card denies her more than the opportunity to travel. Whenever her son sends her money, someone with an identification card must receive the funds on her behalf since she can't transact without one. At times, she pays for this service. The process not only costs her money but also denies her privacy.

Like François, Jean has had to rely on the kindness of friends for transactions that require an identification card.

"A friend has been helping me with bank transactions," he says. The friend deposits and transacts on his behalf through his bank account. He knows it isn't the best option as it denies him other necessary documents such as bank statements, which are useful for visa applications.

The problem, says Pierre Esperance, the coordinator of the National Network for the Defense of Human Rights, a nonprofit based in Port-au-Prince, is that government institutions are not doing their jobs. It is the state's responsibility to provide identification cards to every citizen free of charge, he says. Failure to do so denies citizens their right to identity.

"The identity card is very important for the state as well as for the citizen. It allows the state to identify the citizen, and it allows the citizen to have access to other services such as banking, telephone, finding a job," Esperance says.

In fact, this increasing demand for the documents has given rise to a booming black market where agents promise to process documents faster — in exchange for a substantial fee.

At one point, Jean says he became so helpless, he considered shelling out between 2,000 and 4,000 Haitian gourdes (between 14 and 29 U.S. dollars) to black market agents, but he didn't want to pay for a public service that's meant to be free. He chose to wait.

Brutus, who wishes to use only his first name, says leaving the country would provide him an opportunity to pursue his goals. His cousin, who lives in the United States, had offered to help him apply for the visa program. He even sent him money to apply for a passport, but given the number of passport and identity card applications and long waiting times, he needed a quick solution.

"I have a friend who recommended me to someone who could help me. I spent the sum of 75,000 gourdes [about 542 dollars]," he says.

He managed to acquire the passport through the black market, but it was costly. Brutus says he initially paid 40,000 gourdes (289 dollars) to process the document. He then paid an additional 10,000 gourdes (72 dollars) because he needed the first page of the passport to start the visa process. After being told that it would take two months to process the rest of the passport, he decided to pay another 10,000 gourdes to expedite it. The rest he spent on transport, accommodation and food.

But the government has been making efforts to address the backlog and booming black market. Wandy Charles, the communication director of the National Identification Office, says they have noted an increase in requests for identification card replacements since the U.S. visa program was introduced.

"But we have reinforced our offices to help them get their identification cards," he says.

Normally, if there are no issues, it takes about eight working days to replace an identity card if the applicant provides the required information, he says. However, he concedes there have been some delays due to factors such as lack of electricity, which they need to print cards.

Sometimes, applicants who want to replace their cards also try to shirk the system by applying for a new card or registering for a new one under a different name instead of reporting a lost one. All this, Charles says, slows down the process.

So far, the registration office has delivered 4 million identification cards in total, he says. Based on the 2021 estimates by the Haitian Institute of Statistics and Computer Science, this is only about 54% of those eligible for an identity card (over 18 years old) in Haiti.

Charles says they are working to improve the system and make sure that everyone who is of legal age has an identification card. "We have put numbers available on WhatsApp," he says, "so people can send their declaration of loss [to] the police in an easier way."

In March, the government set up an online identity document-request platform — Delidoc — to quicken the process of applying for official documents.

Aline, who prefers to use her first name for fear or being identified, has used the Delidoc platform, which she says is a big step toward fighting the black market. In April, she booked a biometrics appointment and was told her passport would be ready in June. Although she went for the biometrics appointment, she needed the passport faster.

"Someone referred me to another person so that I could have it in 15 days, so I paid 10,000 gourdes for that," she says.

Rezo Fanm Kapab Dayiti (Refkad), a network of more than 30 organizations promoting the equality and protection of women and girls, has been trying to help those who have lost their identification cards and other important documents by sharing this information through their Facebook group. Although the organization has existed since 2011, it started sharing this information on its platform over a year ago. Nadine Anilus, the organization's network coordinator, says they have been collaborating with police stations and public transport drivers to recover lost documents, especially identity cards.

"For about a year, we have been dealing with isolated cases that come to ask for our help, but for some time the number of people who have lost their identity documents, bank cards or other has increased and we have seen the need in helping these people. This way, they will save time and money," Anilus says.

The group has so far helped over 700 people recover their lost ID cards and other important documents. Mireille Luxama, a 24-year-old office secretary from Port-au-Prince, is among those who recovered their identification cards through Refkad's Facebook page. A friend directed her to the page.

Wood-Anne, 20, a student who also wishes to use her first name for fear of being identified, wants to take advantage of the U.S. program to relocate. She wants to study in a more peaceful environment.

"I want to escape social problems and politics that are rampant in Haiti, a country that has become a difficult place to live," she says.

Wood-Anne, who has lived with her aunt since she was 13, also wants to be closer to her mother, who lives in the U.S. under temporary protection status. But she does not have a passport and cannot apply for one, as she lost her identification card. She has been waiting for a replacement for more than three months.

"I was told that the card will be ready in a month, but unfortunately I haven't [gotten] it yet," she says. "I'm waiting."



Mireille Luxama poses with her passport at the Refkad office in Carrefour. She had lost it and found it through Refkad's Facebook page

Anne Myriam Bolivar is a Global Press Journal reporter based in Haiti. Megan Spada, GPJ, translated this article from French. This story was originally published by Global Press Journal.

POURQUOI, 'POUR QUOI, CHANGE-T-ON D'ANNÉE ?



Image Mohamed Hassan sur Pixabay

Par Aram Aharonian*

Depuis mon enfance, je me suis toujours demandé pourquoi nous changeons d'année si notre vie reste la même : le premier janvier, n'aurons-nous plus à pleurer le génocide à Gaza ? Les inégalités et les injustices prendront-elles fin ? Ne devrons-nous plus payer l'odieuse dette extérieure ? Et serons-nous débarrassés des régimes d'ultra-droite qui réduisent le peu de droits qu'il nous reste ?

Il est vrai qu'il n'y a pas une seule unité de mesure, mais au moins quatre pour compter le temps que met la Terre à faire le tour du Soleil : l'année julienne, l'année sidérale, l'année tropicale moyenne et l'année anomalistique. Il faut y ajouter le Nouvel An chinois, le Nouvel An islamique, le Nouvel An juif, et ceux d'autres cultures et d'autres pays.

On dit que le dernier jour de l'année est l'occasion de comprendre que toutes les choses, bonnes ou mauvaises, qui nous sont arrivées en 12 mois sont de l'histoire ancienne et qu'à partir de ce jour, la vie peut prendre un cours différent. Prendre un nouveau départ ? De la pure propagande, peu réaliste. Et chaque 31 décembre, chacun d'entre nous s'interroge sur la réalisation des objectifs qu'il s'était fixés en début d'année, probablement très proches de ceux des 365 jours précédents.

Mais les pauvres continueront d'être pauvres et ont déjà oublié ce qu'est l'espoir, tandis que les plus riches veulent s'approprier la richesse collective et la richesse des pays, qui devrait appartenir à tous, ce qui n'est pas le cas. Cela se produit tout au long des 365 (ou 366) jours, et pas seulement à la fin de l'année. De Rome, le Pape nous enverra sûrement sa bénédiction, Dieu merci, pendant que les missiles et les bombes explosent. Pour célébrer quoi ?

Nous pouvons choisir d'autres nouvelles années

Quand on y regarde de plus près, on se rend compte que les anciens Romains étaient sages : la première version du calendrier ne comportait que 10 mois et rendait hommage à ce qui était le plus important pour eux : l'agriculture et les rites religieux. L'année civile de 304 jours commençait en mars (martius), en l'honneur du dieu romain Mars. Elle se poursuivait jusqu'en décembre, période des moissons dans la Rome tempérée.

Mais ce Nouvel An ne concerne pas tout le monde. Le Nouvel An chinois (en chinois traditionnel □□□□), également appelé Fête du printemps (, , ch njié), est la fête traditionnelle la plus importante de l'année, célébrée par 1,5 milliard de Chinois, mais aussi dans d'autres pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est. En 2024, c'est l'année 4722 qui est célébrée dans la culture chinoise.

Le Nouvel An islamique débute le mois de Muharream. Le calendrier islamique étant basé sur 12 mois lunaires équivalant à environ 354 jours, son Nouvel An a lieu chaque année environ 11 jours plus tôt, en décalage par rapport au calendrier grégorien. Cette année, le Nouvel An juif, de l'an 5784, sera célébré du mercredi 3 au vendredi 4 octobre.

Espoirs

Ce qu'il y a de bien avec Google, c'est qu'on peut trouver toutes sortes de phrases à envoyer à ses amis (et à ses ennemis) au-delà de « bonne année » : La nouvelle année est le début d'un nouveau chapitre de la vie, plein d'espoir et de possibilités ; avec l'arrivée de la nouvelle année, soyons déterminés et motivés pour de meilleurs lendemains ; gardons toutes les leçons et la force que l'année écoulée nous a données : commençons la nouvelle année avec gratitude et espérance.

Et aussi : « Avec une bonne année commence le nouveau chapitre de 12 mois pleins d'ambitions et de résolutions. Que cette année soit votre année ; que cette année soit aussi magique que votre détermination et votre courage ; il est temps d'aller de l'avant, de laisser derrière nous le passé qui nous a permis d'apprendre et expérimenter ; commençons un nouveau voyage avec une attitude positive. Cette nouvelle année, vous avez la possibilité de vous transformer, il n'est pas trop tard pour commencer. »

Ce que je ne comprends pas, c'est pourquoi le premier janvier est magique, ou le lieu de départ d'un autre moi qui n'est pas vraiment moi, mais que je dois devenir parce que c'est une nouvelle année.

Le poète espagnol León Felipe déplorait : « *Qui lit dix siècles d'histoire sans voir toujours les mêmes choses à des dates différentes ? Les mêmes hommes, les mêmes guerres, les mêmes tyrans, les mêmes chaînes, les mêmes imposteurs, les mêmes sectes ; et les mêmes poètes ! Quel dommage que tout soit toujours ainsi, toujours de la même manière ! Quel dommage !* »

L'année 2023 s'achève elle aussi et l'enseignement nous a appris que son passage célèbre la fin d'un cycle qui marque le décompte du temps dans diverses cultures depuis des millénaires : une nouvelle révolution complète de la Terre autour de son étoile, le soleil. Et il ne sert à rien de continuer à crier « arrêtez le monde, je veux descendre ».

Dans les Caraïbes, au Venezuela et en Colombie, on écoute et on danse encore « Nouvelle année, nouvelle vie », dans la version (des années 60) des Billo's Caracas Boys, tandis que les gaitas zulianas arrivent en force pour accompagner la salade de poulet, les hallacas, le pain de jambon, le cochino... Chaque peuple avec son folklore, avec son espoir répété (et déjà usé) que l'année prochaine sera meilleure.

Mais voilà, l'évolution technologique va se poursuivre, à un rythme de plus en plus rapide, vertigineux et même imprévisible. Nous allons continuer à changer, cela ne fait aucun doute. Aujourd'hui, on nous parle de l'intégration de la technologie avec nous-mêmes dans des aspects de notre vie que nous avons du mal à imaginer. Mais cette question ne va pas nous préoccuper le dernier jour de l'année, non ?

Mercedes Sosa a clairement expliqué que tout change : « *Le superficiel change, le profond change, la façon de penser change, tout change dans ce monde* ». Elle nous a également dit que « *mon amour ne change pas, quelle que soit la distance qui me sépare, ni le souvenir, ni la douleur, de mon peuple et de mes proches. Et ce qui a changé hier devra changer demain, tout comme je change moi-même dans cette terre lointaine.* » Cela ne dépend pas d'un calendrier, mais d'un peuple.

Eduardo Galeano nous a laissé ses « vœux pour la nouvelle année » que, impunément mais ponctuellement, je répète année après année : « *Puissions-nous être dignes de l'espoir désespéré. Ayons le courage d'être seuls et le courage de risquer d'être ensemble, parce qu'une dent ne sert à rien si elle n'est dans la bouche, ni un doigt si il n'est dans la main. Puissions-nous être désobéissants, chaque fois que nous recevons des ordres qui humilient notre conscience ou violent notre bon sens.*

Puissions-nous nous entêter à croire, contre toute évidence, que la condition humaine vaut la peine, parce que nous avons été mal faits, mais nous ne sommes pas terminés. Puissions-nous continuer à marcher sur les chemins venteux, malgré les chutes, les trahisons et les défaites, parce que l'histoire continue, au-delà de nous, et quand elle nous dit adieu, c'est pour nous dire : à plus tard.

Puissions-nous garder vivante la certitude qu'il est possible d'être compatriote et contemporain de tous ceux qui vivent animés par la volonté de justice et la volonté de beauté, où qu'ils soient nés et quel que soit le moment dans lequel ils vivent, parce que les cartes de l'âme et du temps n'ont pas de frontières. »

Ce n'est pas que nous soyons satisfaits de ce 2023 qui nous échappe, mais on veut nous faire croire que le simple changement d'année apporte de meilleures attentes, que c'est le moment de renouveler nos espoirs, ce qui, me dit-on, était jusqu'à il y a quelques années la dernière chose à perdre.

Ah, avant que je n'oublie : que 2024 nous donne l'occasion de nous rassembler – car seuls, nous ne sommes que de la chair à canon – et de réécrire notre histoire et celle de ceux qui nous suivront, même si ce n'est pas le premier janvier.

***Aram Aharonian** Master en intégration, journaliste et professeur uruguayen, fondateur de Telesur, directeur de l'Observatoire de la communication et de la démocratie, président de la Fondation pour l'intégration latino-américaine

Pressenza 30 décembre 2023

États-Unis : le prochain combat du syndicat de l'automobile, organiser les travailleurs de Tesla



Une mobilisation du syndicat de l'automobile United Auto Workers (UAW)

Par Alex N. Press

Après avoir obtenu – par des grèves de masse et une stratégie très audacieuse – des accords historiques avec les trois grands constructeurs automobiles étatsuniens, l'UAW (United Auto Workers) poursuit son offensive. Le syndicat a jeté son dévolu sur les constructeurs sans représentation syndicale, de Toyota et Hyundai dans le Sud à Tesla en Californie.

S'exprimant sur les détails des accords de principe conclus avec les trois grands constructeurs automobiles, le président de l'United Auto Workers (UAW), Shawn Fain, a déclaré : *« L'un de nos principaux objectifs après avoir remporté une victoire avec ce nouveau contrat collectif, est d'organiser [de nouveaux établissements] comme jamais ».*

« Lorsque nous reviendrons à la table des négociations en 2028, ce ne sera pas seulement avec les Trois Grands, mais avec les cinq ou six Grands », a-t-il conclu.

Ce n'étaient pas des paroles en l'air. Le jour même où le syndicat a annoncé qu'il était parvenu à un accord de principe avec General Motors (GM), la dernière entreprise des trois grands à en arriver là, la nouvelle est tombée que l'UAW était déjà passé à la suite. Bloomberg a rapporté que les travailleurs.ses avaient formé un comité d'organisation pour tenter d'implanter l'UAW dans l'usine phare de Tesla à Fremont, en Californie.

Avant que Tesla ne rachète l'usine en 2010, les salarié.es y étaient organisé.es et représenté.es par l'UAW. Il s'agissait d'une coentreprise (joint-venture) inhabituelle entre Toyota et GM. Les deux entreprises ont exploité l'usine pendant vingt-cinq ans ; GM s'est retiré de cette coentreprise pendant sa procédure de faillite en 2009, et Toyota a fermé l'usine l'année suivante. Lorsque Tesla a pris le relais, la reconnaissance du syndicat ne faisait pas partie de l'accord.

Aujourd'hui, l'usine de Fremont, d'une superficie de 49 hectares, emploie quelque vingt mille travailleurs.ses et, malgré des efforts considérables ces dernières années pour que l'UAW puisse les représenter, ces tentatives ont échoué, en partie grâce à l'opposition sans relâche d'Elon Musk à l'égard des syndicats. Lorsque Jose Moran, alors ouvrier de production à l'usine de Fremont, a mené la charge pour la syndicalisation en 2017, le PDG a qualifié cette campagne de « moralement scandaleuse » et s'en est pris à Moran publiquement, affirmant qu'il était un permanent de l'UAW et qu'il ne travaillait pas réellement pour Tesla. (Moran n'est plus employé à l'usine, et Musk a fait appel des décisions du National Labor Relations Board qui ont déclaré illégales ses actions contre le syndicat). Rien de tout cela ne semble arrêter l'UAW.

« Nous pouvons battre n'importe qui, a déclaré Shawn Fain à Bloomberg à propos de la lutte contre Tesla. « Je pense que c'est faisable. »

S'attaquer à Elon Musk

En tant que premier fabricant de véhicules électriques (VE) aux États-Unis, Tesla est une cible de choix pour l'UAW. Le syndicat ne peut pas permettre que le marché des VE reste presque entièrement non syndiqué s'il veut survivre. L'UAW a fait des progrès importants vers cet objectif cette année en créant une voie pour intégrer certaines des usines de VE des Trois Grands dans les accords-cadres du syndicat, mais les constructeurs automobiles qui ne sont pas couverts par ces contrats, au premier rang desquels Tesla, restent un problème majeur.

« L'UAW s'est engagé à fournir toutes les ressources nécessaires à la campagne », a déclaré à Bloomberg une personne proche des organisateurs.trices de la campagne à venir. Cette campagne sera une guerre, où Musk jouera probablement un rôle similaire à celui du milliardaire Howard Schultz chez Starbucks. Les deux dirigeants restent étroitement liés aux entreprises qu'ils ont fondées, et Musk est plus ouvertement opposé à l'organisation des travailleurs.ses que ne l'était Schultz avant que ses employé.es n'entament leur campagne de syndicalisation. Il est également plus habitué à faire face à une couverture médiatique négative.

L'année dernière, Musk a tweeté : « Un syndicat n'est qu'une entreprise comme une autre ». Au début de l'année, il a licencié des dizaines de travailleurs.ses d'une usine Tesla à New York le lendemain de l'annonce de leur campagne de syndicalisation avec le syndicat Workers United, qui représente les travailleurs.ses de Starbucks.

D'un autre côté, les employé.es de Tesla bénéficieront avant tout de l'immense élan dont jouit actuellement l'UAW dans le secteur, au lendemain d'une grève qui a mis fin à toute une période de collaboration du syndicat avec les trois grands constructeurs automobiles au profit d'une approche beaucoup plus combative. Les scandales de corruption de la direction du syndicat ont fait partie, durant les dernières décennies, des arguments que tous les patrons utilisaient pour discréditer les actions de l'UAW, mais la stratégie du syndicat lors de la grève de cette année, menée par une direction nouvellement élue et en rupture avec les précédentes, avec Shawn Fain comme président, a mis tout cela en veilleuse. De plus la localisation géographique de l'usine Tesla, est un facteur favorable : en cas de durcissement du conflit, il y aura beaucoup de soutien public en faveur du syndicat dans la région de la baie de San Francisco.

Les autres entreprises sans représentation syndicale

Cependant, Tesla est loin d'être le seul problème de l'UAW. Le nombre de travailleurs.ses de l'automobile aux États-Unis n'a pas diminué au cours des dernières décennies, mais la proportion de ces travailleurs.ses qui sont membres de l'UAW a chuté. Alors que 586 000 ouvrier.es de l'automobile étaient membres de l'UAW en 1983, on n'en comptait plus que 225 000 en 2022.

Aujourd'hui, la majorité des ouvrier.es de l'automobile aux États-Unis ne sont pas syndiqué.es. Cela représente une menace existentielle pour l'UAW : les constructeurs automobiles avec une représentation syndicale peuvent invoquer les faibles coûts de main-d'œuvre de leurs concurrents non syndiqués pour expliquer qu'ils ne peuvent pas se permettre d'accepter les revendications du syndicat. Pendant ce temps, les ouvrier.es de l'automobile non syndiqué.es, concentré.es dans le Sud des États-Unis, doivent se contenter de salaires et de couvertures sociales inférieures.

Le succès de la grève chez les « Big Three » de cette année, combiné aux grandes mutations qui ont suivi la pandémie, à savoir le resserrement du marché du travail, un État-providence plus généreux que d'habitude et la délégitimation généralisée des directions d'entreprises qui ont largement échoué à assurer la sécurité de leurs employé.es, a changé la donne. Depuis que le syndicat a suspendu sa grève et tandis que ses membres continuent de voter sur la ratification, plusieurs constructeurs automobiles ont commencé à imiter les Trois Grands, en augmentant les salaires pour tenter de contrecarrer d'éventuelles campagnes de syndicalisation dans leurs propres ateliers.

Honda a annoncé qu'il augmenterait les salaires de certains travailleurs de 11 % en janvier 2024, soit la même augmentation que celle dont bénéficieront de nombreux membres de l'UAW chez les Trois Grands au cours de la première année de leur contrat. Toyota augmente les salaires de 9,2 % pour la plupart des travaillers.ses des chaînes de montage. Hyundai déclare qu'il augmentera les salaires de 25 % d'ici à 2028, ce qui correspond aux augmentations que les travailleurs.ses des Trois Grands connaîtront. Une note interne de la seule usine de fabrication de Subaru aux États-Unis, consultée par Bloomberg, indique que « nombre » de travailleurs.ses ont également demandé à l'entreprise de s'aligner sur les contrats des Trois Grands, ce qu'elle prévoit de le faire dans le courant du mois.

« UAW : c'est l'abréviation de « You Are Welcome » [de rien / littéralement, vous êtes les bienvenu.es] », a déclaré Fain en réponse aux augmentations accordées chez les constructeurs automobiles sans représentation syndicale. Sur Facebook, le syndicat s'est adressé directement aux travailleurs.ses non syndiqué.es, déclarant que des milliers d'entre elleux l'avaient contacté au cours des trois derniers mois.

« Si vous travaillez chez Toyota, Honda, Hyundai, Tesla, Nissan, BMW, Mercedes, Subaru, Volkswagen, Mazda, Rivian ou tout autre constructeur automobile : une vie meilleure est possible », a écrit le syndicat. « Il ne tient qu'à vous d'agir. Rejoignez notre mouvement, et rejoignez l'UAW ». Le message se termine par un lien vers un formulaire de contact destiné aux ouvrier.es de l'automobile non syndiqué.es.

Outre Tesla, Honda, Hyundai et Subaru, la liste des cibles possibles comprend l'usine d'assemblage de Volkswagen à Chattanooga, dans le Tennessee, que l'UAW n'a pas réussi à syndiquer en 2019. De nombreuses autres entreprises ont des ateliers non syndiqués dans le Sud : Nissan, Mercedes-Benz, Hyundai et BMW ont des usines en Alabama, au Mississippi, en Géorgie, au Tennessee et en Caroline du Sud. (Les travailleurs.ses de l'un des rares ateliers automobiles où l'UAW est implanté dans le Sud, un fournisseur de pièces détachées de Mercedes-Benz en Alabama, ont récemment mis fin à une grève de près d'un mois). Il existe également des usines non syndiquées en dehors du Sud : dans l'Indiana, par exemple, des milliers d'ouvrier.es de l'automobile ne sont pas syndiqué.es.

À l'offensive

Le moment est venu pour le syndicat de passer à l'offensive dans le secteur automobile sans représentation syndicale. Alors que les membres de l'UAW des Trois Grands continuent de voter la ratification des accords de principe signés par leur direction, leurs homologues des ateliers non syndiqués utilisent déjà les gains obtenus à ces tables de négociation pour obtenir davantage pour eux-mêmes. Tout porte à croire que l'UAW est en train de rattraper le temps perdu précédemment sous des directions corrompues.



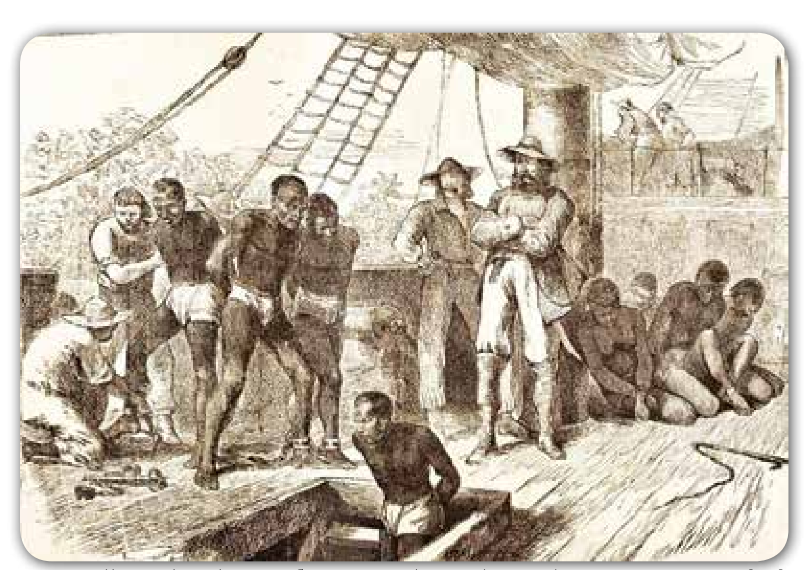
Une voiture électrique Tesla est rechargée sur une borne de recharge située dans un parking. (Ina Fassbender / AFP via Getty Images)

Quant aux constructeurs automobiles sans représentation syndicale, s'ils pensent que l'augmentation des salaires suffira à repousser les tentatives de syndicalisation, ils se trompent complètement. Cette stratégie a fonctionné par le passé, mais nous entrons dans une nouvelle ère.

*Alex N. Press est rédactrice salariée de Jacobin.

Jacobin 14 Novembre 2023.
Traduit en français par Christian Dubucq
Contretemps 3 janvier 2024

La lutte pour la libération anti-impérialiste et la révolution prolétarienne



Les milliers d'esclaves africains et leurs descendants sont opprimés à l'intérieur de la « Black Belt » dans la partie sud des États-Unis

Par Assane Samb et Fodé Roland Diagne

La race noire, Les nations noires, Les Peuples opprimés noirs, Les minorités nationales noires, Les ouvriers et paysans noirs.

Le caractère décadent, réactionnaire et moribond du système impérialiste ne peut être révélé plus clairement que par l'asservissement et l'exploitation de la race noire. Le capitalisme moderne s'est érigé sur la base de l'accumulation primitive du capital tiré du commerce des esclaves africains.

Depuis sa naissance à nos jours, le développement du capitalisme, tout en libérant les paysans du féodalisme, n'a pas libéré cette race mais l'a asservie encore davantage. Quoique le vieux marché d'esclaves soit prétendument une relique historique, l'atmosphère dégoûtante de l'esclavage s'infiltre encore dans chaque aspect de la vie des pays impérialistes et dans le traitement qu'ils réservent à la race, aux populations noires en tant que nation en devenir d'Afrique, aux nations noires des Caraïbes, des États-Unis et aux millions d'immigrants noirs ainsi qu'à leurs descendants à travers le monde.

L'asservissement impérialiste

La race noire a constitué la main d'œuvre gratuite et la main-d'œuvre à bon marché sur laquelle le capitalisme a mûri en monstre sanguinaire impérialiste qu'il est aujourd'hui. Durant plus de 400 ans, le capitalisme s'est développé grâce au commerce des esclaves. A l'époque du capitalisme marchand, c'était l'esclavage formel mais au 20e siècle avec l'époque de l'impérialisme le commerce des esclaves a pris la forme déguisée du pillage économique qui engendre l'exode massif des peuples opprimés. Dans les périodes de croissance économique les Noirs sont constamment déracinés par les impérialistes qui les forcent à émigrer à travers le monde pour travailler dans des conditions semi esclavagistes. Maintenant avec le développement de la crise économique ces migrants forcés sont déclarés «illégaux », «clandestins» et ils sont brutalement expulsés de leurs pays qui ont été saignés à blanc par l'impérialisme à un point tel que ces personnes sont condamnées à mourir de faim. Tout cela n'est rien d'autre qu'une version moderne du commerce des esclaves qui prend deux formes aujourd'hui, la migration de la main d'œuvre en Afrique même et la migration de la main-d'œuvre vers l'Europe. Mais ce n'est pas seulement le sort réservé aux Africains aujourd'hui, c'est celui de tous les descendants du peuple africain, de la race noire toute entière. Il y a plusieurs nations noires dans les Caraïbes, sur certaines îles et sur le continent sud-américain.

De la Martinique à la Guyane, de Beliz à la Jamaïque et Haïti, il y a des nations noires en formation; certaines sont toujours des colonies des impérialistes, d'autres sont asservies par le système du semi colonialisme. Comme en Afrique, le développement national de ces nations noires est contrecarré et elles sont embrigadées dans le système mondial d'exploitation capitaliste comme zones agricoles, comme sources de matières premières et comme sources de main d'œuvre bon marché. Les nations noires, comme en Haïti, première tentative de libération nationale des noirs avec Toussaint Louverture et Dessalines, sont forcées de vivre dans les conditions les plus arriérées et elles sont même devenues une source de main d'œuvre bon marché pour les plantations de la République Dominicaine. La main d'œuvre noire est même encore plus exploitée que le reste de la main d'œuvre sud-américaine déjà surexploitée. A l'heure actuelle, des milliers d'Haïtiens sont forcés de fuir la dégradation économique imposée à leur nation et la dictature fasciste des «macoutes» qui les forcent à devenir des «boat people» afin d'essayer de travailler dans les pays impérialistes qui ont une politique hypocrite consistant soi-disant à «décourager» l'immigration mais qui, néanmoins, utilisent ces immigrants «illégaux» comme main d'œuvre précaire pour alimenter le «travail clandestin».

L'actuelle crise du capitalisme et la Concentration des Monopoles, Trusts, Cartels qui engendre les Transnationales et Multinationales à dimension planétaire par des fusions, des liquidations et des éliminations entraînent une « tiers-mondisation » au centre même du système capitaliste. Ainsi l'extension du « travail clandestin » permet aux capitalistes de faire pression sur les acquis sociaux de l'ensemble du monde du travail pour les amener à accepter la précarité.

La différence qui existe entre l'ancien commerce des esclaves et aujourd'hui, c'est que la main d'œuvre noire doit payer pour atteindre les rivages des pays impérialistes. Aux anciens jours de l'esclavage les Africains étaient enchaînés pour être déportés, mais aujourd'hui les impérialistes ont tellement asservi et dégradé l'existence des peuples noirs en Afrique et dans les Caraïbes qu'ils n'ont plus à transporter les Noirs enchaînés. Les impérialistes et les pouvoirs semi coloniaux apatrides leur ont tout simplement rendu la vie impossible par le pillage et l'exploitation économiques et l'oppression politique tyrannique au point qu'ils fuient eux-mêmes leur propre pays.

Quand un réfugié africain ou haïtien est jeté par-dessus bord par un opérateur de bateau capitaliste sans scrupule ceci n'est rien d'autre qu'une version déguisée des vieux maîtres d'esclaves qui ont originellement dispersé les peuples africains.

Aucun pays impérialiste n'a profité davantage de l'asservissement de la race noire que les États-Unis, pays qui n'est pas seulement le principal exploiteur des nations noires en Afrique et dans les Caraïbes mais qui a aussi asservi la nation noire à l'intérieur de ses propres frontières. Les milliers d'esclaves africains et leurs descendants sont opprimés à l'intérieur de la « Black Belt » dans la partie sud des États-Unis où ils sont tenus dans un système de domination colonial. Leurs conditions d'asservissement a rendu possible l'illusion du « rêve américain » pour d'autres. Mais les Noirs ont non seulement subi l'exploitation barbare de l'esclavagisme et du féodalisme dans le sud mais ils sont devenus avec le développement de l'impérialisme la principale source de main d'œuvre à bon marché pour le capital impérialiste américain. La « Black Belt » a été appauvrie et marquée par un système semblable à celui de l'apartheid connu sous le nom de « Jim Crow » dans le double but d'exploiter la nation noire et de repousser les travailleurs noirs vers le Nord au cœur du centre industriel afin de les exploiter comme main d'œuvre taillable et corvéable à merci. Les Noirs ont été forcés de déménager à travers les États-Unis particulièrement dans les grandes villes à cause de la même politique d'esclavagisme déguisé: la migration de la main d'œuvre.

Hiérarchie raciale et idéologie d'oppression impérialiste

Dans le but de maintenir ce système de main d'œuvre noire asservie et à



Dans le marché aux esclaves de Richmond

bon marché, l'impérialisme a suivi une politique qui a vu le jour dès le début du capitalisme: la propagation du racisme ou la suprématie blanche. Pendant plus de 400 ans, l'idéologie dégoûtante de l'esclavagisme a été propagée pour entretenir le point de vue que la main d'œuvre noire est inférieure, qu'elle est « semblable aux animaux », qu'elle est comparable à « un meuble » comme l'avait défini le « code noir » à l'instigation des négriers nantais sous les rois de France, que les Noirs ne sont que des « bêtes de somme ». Cela est supposé être « l'ordre naturel des choses » et c'est soi-disant « à l'homme blanc que revient le fardeau » de le préserver. Cette propagation persistante du racisme prend plusieurs formes, des formes les plus vulgaires de la suprématie blanche jusqu'aux formes « humanistes », libérales et social-démocrates.

Le but de tout ceci a été de perpétuer l'esclavage des travailleurs noirs, Mais aussi de diviser les travailleurs sur une base raciale afin d'affaiblir la lutte de tous les travailleurs contre le capital. C'est pourquoi les impérialistes ont établi une hiérarchie raciale parmi les travailleurs. Ainsi plus les Noirs proviennent du Sud du globe, plus leur peau est foncée, et plus bas ils sont classés sur l'échelle de la main d'œuvre. De plus, même en Europe les travailleurs des pays latins du Sud de l'Europe dont la pigmentation de la peau est plus foncée occupent les rangs les plus bas sur l'échelle raciale et nationale impérialiste et ceci est vrai pour tous les peuples du monde jusqu'aux Noirs qui, eux, sont considérés comme occupant le bas-fond. Non seulement les impérialistes propagent la suprématie blanche sur tous les autres mais ils propagent aussi un système de suprématie parmi les gens de « couleur »; ainsi, les Arabes sont « inférieurs » aux Européens mais « supérieurs » aux Noirs. Les latino-américains sont « inférieurs » aux Américains blancs mais « supérieurs » aux Noirs. Les latino-Américains sont « inférieurs » aux Européens mais « supérieurs » aux Noirs et aux Autochtones en Amérique du sud, etc.

Ceci affaiblit terriblement la lutte des travailleurs et la fait dévier dans une lutte compétitive basée sur une ligne nationale et raciale où le chauvinisme et le racisme sont utilisés pour saboter la lutte de classe et constituent la base idéologique des guerres impérialistes d'expansion pour rediviser le monde. Les impérialistes ont besoin du chauvinisme et du racisme pour empoisonner l'esprit des travailleurs et pour les utiliser comme chair à canon dans leurs conquêtes.

Cet antagonisme artificiellement propagé entre les travailleurs des différentes nationalités et races est une arme des impérialistes pour abaisser les salaires, les conditions de vie et de travail de tous les travailleurs, même des travailleurs blancs. Cet antagonisme est le secret de la force des impérialistes et des bourgeoisies des différents pays pour garder la classe ouvrière enchaînée.

impérialistes utilisent le racisme et le chauvinisme pour créer de l'antagonisme parmi les travailleurs, et les bourgeoisies nationales des pays opprimés utilisent ces antagonismes pour propager le nationalisme étroit sur la base du panafricanisme afin de garder les ouvriers asservis et les utiliser comme outil de négociation avec les impérialistes.

Quoique tout ce système de national-chauvinisme et de racisme ait été condamné et combattu sur une base démocratique et révolutionnaire, nous mettons particulièrement l'accent ici sur le sens de classe, la question de la race noire, des nations noires et des travailleurs noirs parce que c'est le pilier sur lequel se base l'ensemble du système chauvin et raciste de l'impérialisme. Il est essentiel de comprendre l'importance de ce que Karl Marx disait: « les travailleurs à la peau blanche ne peuvent s'émanciper là où les travailleurs à la peau noire sont marqués au fer rouge ». La marque au fer rouge imprégnée dans la peau des Noirs par le système impérialiste à travers le système bien développé d'oppression nationale et raciale les placent au bas de son échelle, affaiblit, divise et empêche la lutte commune de tout le prolétariat international.

La lutte contre l'asservissement des travailleurs à la peau noire mine donc tout le système chauvin et raciste parce que si le racisme et le chauvinisme contre les Noirs sont vaincus alors toutes les prémisses du chauvinisme et du racisme sont minées et tout le système idéologique impérialiste du national chauvinisme et du racisme s'effondre. Lorsqu'il est accepté que les Noirs doivent avoir des droits égaux, alors les prétextes niant à tout autre groupe national ou racial des droits égaux seront caducs. Si l'autodétermination est gagnée par les nations noires, alors comment peut-on nier ce droit à d'autres nations ? Si les Noirs ne sont pas marqués au fer rouge, alors quelle base y a-t-il pour marquer au fer rouge d'autres travailleurs ? Lorsqu'en plus des victimes prolétaires noirs, les ouvriers « Blancs », les ouvriers Latino-américains, les ouvriers Asiatiques et Arabes, etc. se lèvent pour mettre fin à la discrimination raciale des Noirs, quand ils se lèvent contre toutes les formes d'asservissement des travailleurs Noirs, ils minent tout le système de discrimination nationale et raciale et ébranlent le système impérialiste jusque dans ses fondements, parce que cela crée la base pour l'unité de toutes les masses laborieuses, les travailleurs et les paysans à travers le monde dans la lutte révolutionnaire pour renverser l'impérialisme.

L'apport de la IIIème Internationale Communiste – Komintern -

Pour toutes ces raisons, la lutte du peuple Noir contre l'oppression raciale, nationale et de classe prend un caractère international important. International non seulement par son importance pour tout le prolétariat mondial, mais aussi à cause de l'aspect particulier du lien qui existe entre les peuples Noirs à travers le monde, indépendamment de la nation ou du pays d'où ils viennent où ils habitent. Leur lutte contre l'oppression raciale et nationale est une lutte pour toute la race Noire.

C'est particulièrement une lutte des masses laborieuses noires, des ouvriers et des paysans, parce qu'ils représentent l'écrasante majorité des peuples Noirs partout. La bourgeoisie Noire est très restreinte et il en est de même de la petite bourgeoisie. Ceci est le résultat de la terrible discrimination contre les Noirs et du terrible fardeau de l'esclavage, du colonialisme et du semi colonialisme en Afrique. Les Noirs de toutes les classes sont victimes de discrimination raciale.

suite à la page(16)

La Chine se souvient de Mao à l'occasion du 130e anniversaire de sa naissance



Mao Zedong

A l'occasion du 130e anniversaire de la naissance du fondateur de la République populaire de Chine, des milliers de personnes se sont rassemblées dans sa ville natale de Shaoshan, dans la province du Hunan, portant des fleurs pour lui rendre hommage.

Le Comité central du Parti communiste chinois a quant à lui organisé un symposium au Grand Hall du peuple à Pékin pour marquer cet anniversaire. Selon l'agence d'État Xinhua, le secrétaire général Xi Jinping a souligné l'importance de faire avancer la cause promue par le camarade Mao Zedong et a appelé à des efforts pour faire de la Chine un pays plus fort et revitaliser la nation chinoise sur tous les fronts en poursuivant la modernisation de la Chine.

L'actuel dirigeant chinois a noté dans son discours que « la pensée de Mao Zedong est une richesse spirituelle inestimable pour notre Parti et guidera notre action à long terme », et a ensuite souligné que « la meilleure façon de rendre hommage au camarade Mao Zedong est de continuer à faire avancer la cause qu'il a initiée ».

Le symposium s'est déroulé en présence des membres du Comité permanent du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois PCC Li Qiang, Zhao Leji, Wang Huning, Ding Xuexiang, Li Xi et du vice-président Han Zheng. Cai Qi, membre du Comité permanent, a également présidé le symposium.

Dans une autre partie de son discours, M. Xi a déclaré que la vie du camarade Mao Zedong avait été consacrée à la prospérité nationale, à la revitalisation et au bonheur du peuple, et que Mao avait apporté des contributions historiques indélébiles à la nation et au peuple chinois, qui resteront dans l'histoire.



Hommage à Mao Zedong à l'occasion du 130ème anniversaire de sa naissance. Pékin, 26 décembre 2023. (Crédit image: Xinhua / Ju Peng)

Le camarade Mao Zedong, a déclaré M. Xi, a consacré sa vie au Parti et au peuple, et son noble esprit restera à jamais gravé dans la mémoire de la postérité.

Bien que la politique de Mao ait comporté des étapes douloureuses pour la nation chinoise, comme la famine qui a coûté la vie à des millions de personnes lors de la mise en œuvre du « Grand Bond en avant » ou la révolution culturelle qu'il a lancée en 1966, Mao est toujours vénéré par de nombreux Chinois comme le fondateur de la Chine d'aujourd'hui et le dirigeant qui a vaincu les capitalistes et les propriétaires terriens et refusé de tolérer l'écart de richesse entre les riches et les pauvres.

Ce que personne ne peut nier, c'est l'influence décisive de son leadership dans le contexte historique dans lequel il a vécu et agi. C'est pourquoi sa figure est aujourd'hui rappelée lors de multiples événements, non seulement en Chine, mais aussi dans diverses parties du monde.

Traduit de l'espagnol par
Evelyn Tischer
Pressenza
29 décembre 2023

PAR CES MOTIFS

Le tribunal, après examen, le ministère public, maintient le défaut octroyé contre à la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action , Admet le divorce du sieur FABRICE LAFLEUR, la femme née Babara Miryam GUILLAUME pour injure graves et publiques aux torts de l'épouse; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ordonne à l'Officier de l'Etat civil de Taïfer, commune de Carrefour de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers, s'il y échet; compense les dépens, commet l'huissier Maxime CANDIO pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous Guy AUGUSTIN juge en audience civile et publique du mercredi vingt-deux mars deux mille vingt-trois, en présence de Me. Paul WESLY Substitut-commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THEMEMAQUE greffier du siège.
Il est ordonné........etc.....
En foi de quoi......etc.....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal , après en avoir délibéré conformément à loi, statuant publiquement et par défaut, sur les conclusions du Ministère public, maintient en la forme le défaut octroyé au profit du sieur JEAN JUNIORD JEAN, prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les époux JEAN JUNIORD JEAN et la dame née MARIE WINDELLE JOURDAIN aux torts de l'épouse, renvoie les parties par devant l'officier de l'état civil de la section sud de Port-au-Prince s'éditant à la Capitale, compense les frais et dépens de l'instance; Commet l'huissier CANAL GABRIEL immatriculé au greffe du Tribunal de première instance de Port-au-Prince
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Nelson CILIUS, Juge en audience ordinaire, publique et civile du vingt six mai deux mille vingt trois, en présence de Me ALBERT DARELUS. Substitut Commissaire du gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Me. MOZART TASSY, Greffier du siège
Il est ordonné....etc...
En foi de quoi.....etc…

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal de première instance de Miragoâne, jugeant en ses attributions civiles de divorce admet en conséquence, le divorce de la dame Lynda Patrice Pierre d'avec Vladimy Val, pour injures graves et publiques, prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Patrick Labbe, Juge en audience civile, ordinaire et publique en date du deux (02) mars deux mille vingt trois (2023) , avec l'assistance du sieur Willy BERNABE, Greffier du siège
Me. Robenson Esperance, Av

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère public entendu maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur ANTOINE FRANTZ GERVAIS R. C CAJOUX d'avec son épouse née THAMARRE THOMAS pour injures graves et publiques. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Est de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent Jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier de ce siège pour la signification de ce Jugement; Compense les dépens
Ainsi jugé et prononcé par nous Nelson CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique du jeudi Vingt sept Juillet deux mille vingt trois, en présence de Me ALBERT DARELUS, Substitut Commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Mozart TASSY, Greffier du siège
Il est ordonné....etc....
En foi de quoi....etc....

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après en avoir délibéré au vœu de loi, accueille l'action, maintient le défaut requis et octroyé contre les cités Polone SAINT-FLEUR, Laura Saint-Fleur, Fafane Saint-Fleur, Souvenir Saint-Fleur, Lorieuse Saint-Fleur, et Sonson Saint-Fleur; déclare constant les faits de trouble; Ordonne en conséquence le délaissement des cités des lieux occupés de la réintégration de la dame Junette YACINTHE dans la possession, condamne les cités à vingt mille gourdes de dommages intérêts; les condamne enfin aux frais et dépens de l'instance
Commet l'huissier Aloime Gelius de ce siège pour la signification de cette décision
Ainsi juge et prononcé par nous, Me. Jean Kesner LAPOINTE, Juge en audience civile et publique du vendredi 3 novembre 2023; An 219ème de l'indépendance avec l'assistance du Greffier Richard GIORDAN
Il est ordonné....etc.....
En foi de quoi... etc....
RICHARD GIORDANI, Greffier

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère public maintient le défaut octroyé contre son épouse à l'audience précitée; pour le profit, déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur André ST GERMAIN d'avec son épouse Manuela LOUIS JEUNE pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de Saint-Marc de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des journaux s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; Compense les dépens,
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Fleurimond EXUME, Juge en audience civile et publique en date du vingt quatre Mars deux mille vingt, en présence de Me Rémy CAJUSTE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Feronel FILS-AIME, Greffier du siège
Il est ordonné...etc....
En foi de quoi...etc...
Feronel FILS-AIME, Greffier

La purge contre l'antisémitisme se poursuit à Harvard

Par Jake Johnson

Les critiques de la décision du président de l'université de démissionner avertissent que cela enhardira ceux qui couvrent le génocide israélien à Gaza et aura des répercussions sur l'ensemble de l'enseignement supérieur américain.

La représentante républicaine Elise Stefanik a déclaré la victoire mardi après que la présidente de l'Université Harvard, Claudine Gay, a annoncé sa démission à la suite d'une campagne agressive d'extrême droite pour son éviction.

« TWO DOWN », a écrit Stefanik (N.Y.) sur les réseaux sociaux, faisant référence à la démission de Gay et de l'ancienne présidente de l'Université de Pennsylvanie, Liz Magill, qui a démissionné le mois dernier.

« Harvard sait que cette démission forcée, attendue depuis longtemps, du président plagiaire antisémite n'est que le début de ce qui sera le plus grand scandale de tous les collèges ou universités de l'histoire », a ajouté Stefanik.

Les pressions exercées sur Gay pour qu'elle démissionne ont commencé après une audience au Congrès en décembre au cours de laquelle Stefanik a interrogé Gay, Magill et d'autres présidents d'université sur la question de savoir si « appeler au génocide des Juifs » violait les règles de leurs institutions interdisant l'intimidation et le harcèlement.

Gay a répondu que cela « dépend du contexte » et a déclaré : « La rhétorique antisémite, lorsqu'elle se transforme en comportement, équivaut à de l'intimidation, du harcèlement, de l'intimidation. »

"C'est une conduite passible de poursuites", a poursuivi Gay, "et nous prenons des mesures."

Le témoignage de Gay a suscité une tempête d'indignation de la part des républicains, des militants d'extrême droite et d'un gestionnaire de fonds spéculatifs milliardaire. Les critiques, y compris l'ancien directeur exécutif de Harvard Hillel, ont soutenu que les forces de droite utilisent l'antisémitisme comme une arme dans une tentative cynique de poursuivre leur attaque contre l'enseignement supérieur et de fournir une couverture aux crimes de guerre d'Israël à Gaza.



L'un des nombreux camions d'affichage financés par des milliardaires qui ont fait quotidiennement le tour de Harvard Square au cours du semestre d'automne 2023. Le panneau d'affichage LED tournait en boucle pour montrer des photos et des noms de dirigeants étudiants du Comité de solidarité avec la Palestine de Harvard, sous le titre « Partisan terroriste du Hamas »

La Harvard Corporation, composée de 13 membres, a soutenu Gay à la suite de l'audience au Congrès de décembre, mais les appels à sa démission ont continué de croître après que le militant d'extrême droite Christopher Rufo et les médias conservateurs ont rapporté et amplifié les allégations de plagiat.

"Le 12 décembre, dans une déclaration soutenant Gay en tant que président, la Société a reconnu les conclusions de citations inappropriées", a rapporté la semaine dernière The Harvard Crimson, le journal étudiant de l'université. "La déclaration indiquait également que Gay apporterait des corrections à deux articles qu'elle avait soumis le 14 décembre. Une semaine plus tard, Harvard annonçait que Gay soumettrait également des corrections à sa thèse."

Dans sa lettre de démission, Gay a écrit qu'« il a été pénible de voir douter de mes engagements à lutter contre la haine et à maintenir la rigueur scientifique – deux valeurs fondamentales qui sont fondamentales pour qui je suis – et effrayant d'être soumise à des attaques personnelles et à des menaces alimenté par l'animosité raciale.

Gay, dont le mandat n'a duré que six mois, a écrit qu'elle avait décidé de se retirer « après consultation des membres » de la Harvard Corporation.

David Austin Walsh, historien et associé postdoctoral au programme Yale pour l'étude de l'antisémitisme, a écrit en réponse à la démission du président de Harvard que même s'il n'a « aucun amour particulier pour Claudine Gay… c'est une victoire majeure pour les donateurs réactionnaires et les lointains [soutiens de] la campagne de la droite pour démanteler l'enseignement supérieur américain.»

D'autres ont fait écho à cette évaluation, avertissant que la décision de Gay de démissionner enhardirait la droite et aurait des répercussions sur l'enseignement supérieur américain.

«Claudine Gay ne s'est pas rendue service», a écrit Will Bunch, chroniqueur au Philadelphia Inquirer, «mais je dirai ce que j'ai dit lorsque Penn's Magill a démissionné: cela sera utilisé par les pires personnes pour rendre l'enseignement supérieur pire, pas meilleur. Il sera utilisé pour réduire le financement, mettre fin à la diversité et étouffer la liberté académique.

***Jake Johnson est rédacteur pour Common Dreams.**
Common Dreams
Consortium News 2 janvier 2024

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen et sur les conclusions du Ministère Public déclare le Tribunal est compétent pour entendre et se prononcer ; Dit et déclare l'action intentée par le sieur Evens PRUCIEN contre son épouse née Carole DORALIS est recevable. Maintient le défaut faute de comparaître requis et octroyé à l'audience du Mardi vingt cinq Avril deux mille dix-sept qui quoique régulièrement assignée et sommée et appelée à l'audience n'a pas comparu ni par elle-même ni par représentation. Admet le divorce du sieur Evens PRUCIEN d'avec son épouse née Carole DORALIS, et ce, aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux pour injures graves et publiques. Ordonne à l'Officier de l'Ëtat Civil de la Grande Rivière du Nord de transcrire le dispositif du présent jugement dans les registres à ce destinés, dont un extrait sera publié dans les colonnes de l'un des journaux s'éditant dans le pays pour que les tiers en soient informés. Commet l'Huissier Edvrantz SAINT-VIL de ce Tribunal pour la signification du présent jugement à la partie défenderesse, c'est droit. Ce qui sera exécuté. Donné de nous, Me Robert CADET, Doyen du Tribunal de Première Instance de la Grande Rivière du Nord en audience ordinaire et publique du Mardi scize (16) Mai deux mille dix-sept, An 214ème de l'indépendance en présence de Me Guercy ANGRAND Substitut Commissaire du Gouvernement avec l'assistance de monsieur Henry Létronc XAVIER Greffier de siège.
Il est ordonné...etc...
En foi de quoi....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après avoir délibéré au vœu de la loi et sur les conclusions conformes du Ministère public, accueille l'action du demandeur le sieur Guillio CINEA, en la forme maintient le défaut faute de comparaitre à l'audience précitée contre la dame née Roseline NORTILUS, admet en conséquence le divorce du sieur Guillio CINEA d'avec son épouse Roseline NORTILUS pour injures graves et publiques faits prévus à l'article 217 du code civil haïtien prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux, aux torts exclusifs de l'épouse ; Ordonne à l'officier de l'état civil de Delmas, transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers ; Compense les dépens vu la qualité des parties ; Commet l'huissier Clerbrun FAURE pour la signification du présent jugement
Ainsi jugé et prononcé par nous, Gerty LEON ALEXIS, Juge au Tribunal de première instance du ressort de Port-au-Prince en la chambre du conseil en audience publique et ordinaire du vendredi dix-sept novembre deux mille vingt trois, en présence du Substitut Commissaire du Gouvernement. Me Jean Claude JEAN ANTOINE faisant office du Ministère public et avec l'assistance de Marie Yolande CADET ZETRENNE, Greffière du siège
Il est ordonné....etc.....
En foi de quoi......etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée; pour le profit, déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce des époux Hoggins CELLUS la femme née Madiane ORESTE, pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Canal GABRIEL pour la signification de ce jugement. Compense les dépens
Ainsi jugé et prononcé par nous Annie FIGNOLE, Juge en audience civile, ordinaire et publique du vingt trois Juillet deux mille vingt, en présence de Me. Jean Rolex MEROVE, Substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Mozart TASSY. Greffier du siège
Il est ordonné....etc....
En foi de quoi.....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après avoir délibéré conformément à la loi au nom de la république à charge d'appel se déclare compétent pour entendre de l'affaire consistant en expulsion des lieux; accueille l'action pour être juste et fondée. Maintient le défaut requis; Ordonne l'expulsion des lieux des nommés Pierre MATELLUS et Daniel FILS-AIME de la propriété du requérant situé à Delmas 33 Rue Jacques 1er; les condamne aux frais et dépens de l'instance, commet l'huissier Michel Mackendy pour la signification de la présente décision
Ainsi Jugé et prononcé par nous, Me Jean Fleury Raymond, Juge en audience publique et civile du Jeudi 14 Décembre, 2023, avec l'assistance de Wang Steeve Major, Greffier du siège
Il est ordonné....etc....
En foi de quoi...etc...
Wang Steeve Major, Greffier

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré au vœu de la loi, à charge d'appel, par défaut et au nom de la république, maintient le défaut requis par le sieur Moise ALEXANDRE contre le sieur Daniel JOSEPH, déclare résilier le bail liant les parties. Ordonne le déguerpissement du sieur Daniel JOSEPH dans la maison du requérant sise á Nerette, Cité C couloir 9#2. Pétion-ville pour non-paiement de loyer. Accorde l'exécution provisoire sans caution de la présente décision. Condamne enfin le cité aux frais et dépens de la procédure. Commet l'huissier Pierre André pour la signification de la présente
Ainsi jugé et prononcé par Me. Marie Florence NICOLAS, Juge de Paix de Pétion-Ville assistée de Me. Waky PHILOSTENE, Greffier en siège en audience publique du mercredi quatre octobre deux mille vingt-trois (2023). L'an 219ème de l'indépendance
Il est ordonné....etc...
En foi de quoi....etc...
Me, Waky PHILOSTÈNE

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré au vœu de la loi et sur les conditions conformes du Ministère public, accueille l'action de la demanderesse, la dame Saint-Hubert SAINT-VICTOR née Fedya THERSAINT contre le sieur Saint-Hubert SAINT-VICTOR pour injures graves et publiques, faits preuve à l'article 217 du code civil haïtien; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux aux torts exclusifs de l'époux ; Ordonne à l'officier de l'état civil de Delmas, de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale, sous peine de dommages intérêts envers les tiers; Compenser les dépens vu la qualité des parties ; Commet l'huissier Clerbrun FAURE de ce siège pour la signification du présent jugement RENDU DE NOUS, Gerty LEON ALEXIS. Juge au Tribunal de première instance du ressort de Port-au-Prince, en audience civile publique et ordinaire du vendredi dix-sept Novembre deux mille vingt trois, en présence du Substitut Commissaire du Gouvernement, Me Jean Claude JEAN ANTOINE faisant office du Ministère public, et avec l'assistance de Marie Yolande CADET ZETRENNE, Greffier du siège
Il est ordonné....etc....
En foi de quoi....etc...

PAR CES MOTIFS

Nous Me Paul Wesley, Juge en siège à l'audience publique de divorce du mercredi trois (03) novembre deux mille vingt-trois (2023). Sur les conclusions conformes du Ministère Public représenté par Magistrat Marie Lucie MERILLAN: Maintenons le défaut requis et octroyé à la barre contre la partie défenderesse: Admettons le divorce du sieur Jean Renold TUDOR d'avec son épouse Marie Guerda LOUIS; Prononçons en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux pour injures graves et publiques, aux torts exclusifs de l'épouse, ce, conformément aux termes des articles 217 et suivants du code civil; Ordonnons à l'officier de l'état civil de la Croix des Missions de transcrire sur les registres destinés à cet effet, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans un quotidien s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; Ordonnons aussi à la dame Marie Guerda LOUIS TUDOR de reprendre son nom de jeune fille. Compensons les dépens en raison de la qualité des parties Commettons l'huissier Arince LAGUERRE de ce siège pour la signification de ce présent jugement.
Ainsi Jugé et prononcé par Nous Magistrat Paul Wesley, Juge en audience civile, ordinaire et publique en matière de divorce du mercredi trois (03) novembre deux mille vingt-trois (2023), An 219 de l'Indépendance, en présence du Magistrat Marie Lucie MERILLAN, Substitut, Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Daniel ADRIEN, Greffier du siège.
Il est ordonné....etc...
En foi de quoi...etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré et au vœu de la loi, accueille favorablement et sur la base de la forme l'action initiée par le sieur Alex CELIAN contre le sieur Jean EGALITE pour être juste et fondée. Le juge de charge d'appel se déclare compétent pour statuer ; maintient le défaut octroyé contre le cité, faute de comparaître; déclare que le cité occupe illégalement et arbitrairement la propriété fond et bâtisse du requérant situé à Delmas 33, Rue Jean Baptiste, Impasse Déjean, section Communale St Martin; Ordonne son expulsion des lieux occupés illégalement et arbitrairement; maintient la possession du sieur Alex CELIAN de sa propriété; condamne Jean EGALITE à quinze mille (15000) gourdes en terme de dommages intérêts pour les préjudices causés aux requérant ; accorde l'exécution provisoire sans caution nonobstant toutes les voies de recours ; Commet Juste Clovis pour la signification du jugement
Ainsi jugé et prononcé par nous BELVU Pierre, juge à l'audience du mardi 06 Septembre 2022, au 219ème de l'indépendance, assisté par la greffière Makensie VIL
Il est ordonné.....etc.....
En foi de quoi....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen et sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre Louidna Salnan FOREST à la susdite audience, pour le profit du défaut, déclare fondée ladite action, admet en conséquence le divorce du sieur Cevary FRANCOIS, d'avec Louidna Salnan FOREST pour incompatibilité de caractères aux torts de l'épouse, prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux, ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de la commune de cavaillon, de transcrire dans ses registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet, commet l'huissier Fritz BERNARD de ce siège pour la signification de ce jugement, compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Jean Emmanuel ZEPHYR, av juge en audience civil, ordinaire et publique du lundi onze septembre deux mille vingt-trois en présence de Me Vanna MANE, Av, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du Greffier Jean Claude NOVEMBRE.
Il est ordonné ...ETC.....
En foi de quoi .....ETC.....

Suite de la page (13)

Cependant la bourgeoisie Noire est généralement vendue à l'impérialisme et lui sert d'agent pour maintenir l'exploitation et l'oppression des masses Noires. A cause de la discrimination raciale et de l'oppression nationale la vaste majorité du peuple Noir dans le monde, encore plus que les autres peuples, est constituée d'ouvriers et surtout de paysans. Ce sont les classes révolutionnaires du peuple Noir, capables de mener une authentique lutte révolutionnaire de libération.

L'expérience de « l'indépendance » de plusieurs nations Noires en Afrique et dans les Caraïbes a démontré la nature réactionnaire des compromis de la bourgeoisie et le caractère vacillant de la petite bourgeoisie. Elle a aussi démontré que l'obtention d'une indépendance nationale formelle perd rapidement son caractère révolutionnaire quand elle est dirigée par la bourgeoisie nationale, même Noire. Les impérialistes ont accordé « l'indépendance » à plusieurs nations Noires où le prolétariat est faible. Alors une bourgeoisie faible et dépendante a pu diriger au profit du système impérialiste.

Dans les nations Noires où il y a eu un relatif développement industriel et par conséquent un prolétariat Noir plus nombreux, l'impérialisme utilise le régime terroriste de la suprématie blanche.

Ceci existe en Afrique du Sud et au sein de la nation Noire aux États-Unis. Les évolutions récentes en Afrique du Sud ne change rien au fond de l'apartheid social et économique qui s'appuie sur une bourgeoisie et une petite bourgeoisie noire naissante.

L'Internationale Communiste lors de son 6ème Congrès en 1928, lors des plénums suivants de son Comité Exécutif et de toutes ses autres formes d'organisation a accordé une importance particulière à la question noire. Dans ses Thèses sur le Mouvement Révolutionnaire, l'Internationale Communiste avait élaboré une stratégie concernant les colonies et les semi colonies où les Noirs sont une minorité ou constituent la majorité d'une colonie de peuplement dominée par les blancs ou forment la majorité et luttent pour l'indépendance. Quoique les différences dans les situations ont été considérées d'un point de vue tactique, l'unité fondamentale a aussi été soulignée. Cette unité a été encore plus mise en avant lors d'une réunion du Comité Exécutif à laquelle fut votée une résolution spéciale sur la question nationale Noire aux États-Unis. La résolution de 1928 déclare : «*La question Noire aux États-Unis doit être traitée en relation avec les questions et les luttes des Noirs dans d'autres parties du monde. La race Noire est une race opprimée partout. Qu'elle constitue une minorité (États-Unis, etc), une majorité (Afrique du Sud) ou qu'elle habite un soi-disant État indépendant (Liberia, etc.), les Noirs sont opprimés par l'impérialisme. Ainsi, un intérêt commun est établi pour une lutte révolutionnaire de libération raciale et nationale contre la domination impérialiste des Noirs dans les diverses régions du monde* ».

Cette analyse est contraire aux points de vue du panafricanisme qui fait la promotion de l'hégémonie de la bourgeoisie Noire. L'organisation de « l'Unité » Africaine (l'OUA) est la preuve historique de la faillite du point de vue selon lequel la bourgeoisie et la petite bourgeoisie vont libérer la race Noire de l'oppression impérialiste. Au contraire, le Komintern met l'accent sur le « pan-africanisme » du prolétariat Noir, c'est-à-dire l'internationalisme prolétarien comme base d'unité de la lutte des masses laborieuses Noires à travers le monde.

L'internationalisme prolétarien n'est pas une négation du lien particulier qui existe entre les masses Noires opprimées à travers le monde. C'est en fait la seule façon d'utiliser ce lien comme base pour la création d'une véritable unité dans la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme.

Luttons contre le panafricanisme bourgeois

Dans le but de combattre le « pan-africanisme » réactionnaire cultivé par la bourgeoisie, le

Komintern n'a pas nié le caractère général de la « question Noire » dans le monde mais, au contraire, il a souligné son importance. Afin de vaincre les tendances nationalistes sectaires et « noiristes » de la bourgeoisie Noire, le Komintern n'a pas confiné les travailleurs Noirs à la lutte dans le pays où ils vivent, il n'a pas non plus dilué l'émancipation des travailleurs Noirs dans une approche internationale générale, mais il a créé des formes spéciales d'organisation des Noirs dans chaque pays et à l'échelle internationale.

Par exemple, en 1929, «la Ligue Contre l'Impérialisme », une organisation de masse mondiale dirigée par le Komintern, lors de son Deuxième Congrès Mondial, a créé un Comité International des Travailleurs Noirs présidé par un dirigeant communiste Noir des États-Unis, James W.Ford. En étaient membres, les communistes Sud-Africains, Laguma et Alfred Nzula, le Sénégalais Lamine Arfan Senghor mort prématurément en 1927, le Malien Thiémokho Garang Kouyaté, fusillé par les Nazis en 1943, l'Américain Harry Haywood, le Trinidadien Georges Padmoore (auteur de l'ouvrage révisionniste «panafricanisme et communisme » et qui est devenu à partir de la fin des années 50 un social-démocrate, serviteur de l'impérialisme US). Ce Comité International des Travailleurs Noirs a organisé une Conférence Internationale regroupant les représentants communistes et anti-impérialistes des États-Unis, de la Jamaïque, du Nigeria, de Sierra Leone, de la Côte d'Or (Ghana), du Kamerun et de l'Afrique du Sud. Les puissances impérialistes et leurs administrations coloniales ont empêché des délégués de plusieurs autres nations Noires d'y assister.

L'une des conclusions principales de cette Conférence Internationale des Travailleurs Noirs fut que les masses Noires « *ont été politiquement mal dirigées et trompées pour le bénéfice des capitalistes et des impérialistes, par le garveyisme, le pan-africanisme, le national-réformisme et le réformisme trade-unioniste. Il a été affirmé qu'il était essentiel d'entreprendre l'organisation syndicale des travailleurs Noirs, la coordination à l'échelle internationale et l'organisation de la lutte anti-impérialiste des Noirs sur une base de classe pour contrer le nationalisme racial qui était prêché par les capitalistes Noirs et les agents de l'impérialisme* ». Cela est entièrement valable aujourd'hui, sauf que le prolétariat Noir s'est accru et est devenu une force encore plus significative dans toutes les nations Noires.

Le prolétariat Noir est dans une position encore plus solide pour diriger la lutte contre l'oppression raciale, nationale et l'émancipation de classe. Mais l'unité internationale du prolétariat Noir est faible à cause de l'inexistence ou de la faiblesse de la fusion du Marxisme léninisme et du mouvement ouvrier. Cette situation est accentuée aujourd'hui dans le contexte de la contrerévolution mondiale et de la défaite du camp socialiste.

Historiquement, il existe plusieurs sortes d'oppositions à la ligne définie par l'Internationale Communiste sur la question Noire. L'une est l'opposition au slogan d'une « République indépendante Noire » en Afrique du Sud parce que cela serait parler en « termes raciaux »; ils rétablissent ainsi les arguments des suprémacistes blancs dans le Parti Communiste Sud-Africain, tel Bunting, arguments critiqués par le Komintern. Ces « gauchistes » Trotskistes n'agitent les termes de « classe » et de « prolétariat » que pour éviter la question de l'oppression nationale et raciale des masses laborieuses Noires. Cela n'est rien d'autre qu'une forme déguisée de soutien à l'impérialisme et à la « suprématie blanche ». Cela équivaut à nier l'unité internationale de la lutte révolutionnaire des masses laborieuses Noires contre l'impérialisme qui ne serait que du « panafricanisme »; tout comme le point de vue affirmant que le devoir des communistes est de « lutter » principalement contre certaines tendances nationalistes étroites parmi les travailleurs Noirs au lieu de lutter contre le chauvinisme et l'impérialisme. Aux États-Unis ces tendances « gauchistes » nient la revendication du droit à l'autodétermination des Noirs de la « black belt », y compris jusqu'à la séparation, réduisent ainsi l'importance de la question nationale des Noirs à la revendication de l'égalité des droits, valable dans le reste du territoire des USA.

La première phase de décolonisations des années 60 a été caractérisée par l'hégémonie idéologique et politique du panafricanisme de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie Noire qui ont utilisé les ouvriers et les paysans africains comme force d'appoint. La reconstruction d'une unité internationale du prolétariat Noir est une condition essentielle pour la libération des peuples opprimés du monde et constitue une importance vitale pour la lutte révolutionnaire du prolétariat international tout entier.

La question Noire est une partie intégrante de la question nationale, laquelle pose la question cruciale pour la révolution mondiale de l'alliance révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie.

Il s'agit de la liaison intrinsèque entre la lutte du prolétariat des pays impérialistes et celle des peuples opprimés par l'impérialisme dont la majorité des populations est paysanne. Il s'agit aussi de la lutte pour l'organisation politique indépendante de la classe ouvrière dans les pays opprimés pour diriger la majorité paysanne vers la révolution démocratique, nationale et anti-impérialiste.

Le Komintern a publié deux résolutions spéciales sur la Question noire en 1928 et 1930 ainsi que des résolutions spéciales sur la question de l'Afrique du Sud.

Fernent 8 mai 1997

Suite de la page (8)

à en convaincre l'ensemble des parties prenantes. Maintenant il nous faut aller de l'avant et créer les conditions pour redonner la parole au souverain qui aura le dernier mot dans le choix de ses futurs dirigeants », répétait le chef par intérim du Pouvoir exécutif.

De l'avant, les oppositions n'y croient guère. Certains leaders de ladite opposition lui ont répondu dans les minutes et jours qui ont suivi ces vaines promesses. De Nélus Nérius, un responsable d'une petite formation politique dénommée : Debloke Ayiti, à l'ex-Parlementaire Serge Jean-Louis sans oublier André Raphaël de la Direction de MOPOD, tous se disent sceptiques et renvoient le Premier ministre à ses promesses de l'année dernière. Serge Jean-Louis qui balaie les déclarations du locataire de la Villa d'Accueil, a déclaré «*Je ne fais pas partie des signataires de cet accord, mais je prends acte de sa déclaration, il doit céder la gouvernance du pays à quelqu'un d'autre s'il veut être crédible.* » Alors que, pour le Groupe de Montana, les déclarations de Ariel Henry sont une manœuvre pour tromper la population et les acteurs de l'opposition. Les signataires de l'Accord de Montana estiment que cela devient une habitude chez M. Henry. James Beltis, un des dirigeants du Groupe Montana, prenant la parole au nom de cette structure politique collégiale, disait «*C'est une habitude, M. Henry ne tient jamais compte de ses engagements.*

Ni la classe politique ni les citoyens ne prennent à cœur cette déclaration. C'est tout à fait normal qu'il change de promesse à chaque début d'année, pour tromper la population en faisant semblant d'entreprendre de nouvelles choses au bénéfice des citoyens, ce qui n'est pas vrai. Personnellement, je me méfie de cette promesse», a-t-il affirmé. C'est aussi la position de la Force Nationale pour la Démocratie (FND) soulignant que, depuis plus de deux ans, c'est l'insécurité et le gaspillage qui font la force de l'administration du Premier ministre Ariel Henry sans parler qu'il n'a respecté aucun point de l'Accord du 21 décembre dont il est instigateur. En tout cas, le moins que l'on puisse dire, la confiance que demande le chef de la Transition ne sera pas facile à obtenir au cours de l'année 2024 tant son bilan durant cette année écoulée est synonyme de frustration, de peur, de pauvreté, d'insécurité. En clair, les Haïtiens ont le sentiment d'être trompés par le docteur incapable de les soulager des maux qui les détruisent à petit feu.

C.C

McDonald's admet une perte financière due au boycott mondial contre Israël



Une succursale McDonald's au Caire, Égypte

Le PDG de McDonald's, Chris Kempczinski, a admis que la plus grande chaîne de hamburgers au monde est confrontée à d'importantes pertes financières en raison du mouvement international de boycott anti-israélien en raison des liens de l'entreprise avec le régime sioniste dans le cadre de sa campagne génocidaire dans la bande de Gaza.

"Plusieurs marchés au Moyen-Orient et certains en dehors de la région subissent un impact commercial significatif en raison de la guerre (...) affectant des marques comme McDonald's", a écrit Kempczinski sur un blog publié sur LinkedIn et rapporté par les médias jeudi.

La grande chaîne de hamburgers est l'une des nombreuses sociétés multinationales à ressentir les effets des boycotts internationaux à la suite de la campagne sauvage d'Israël à Gaza qui a commencé après que le régime a été pris au dépourvu par l'opération surprise palestinienne Tempête Al-Aqsa le 7 octobre.

La campagne de boycott contre les produits israéliens a ensuite commencé à prendre de l'ampleur en Égypte, en Jordanie et en Turquie, frappant de manière significative les géants occidentaux de la restauration rapide tels que McDonald's, Starbucks et KFC.

Les grandes chaînes sont devenues la cible de boycotts en raison de leur position perçue comme pro-israélienne et de leurs prétendus liens financiers avec le régime. Certaines marques occidentales ont ressenti l'impact des boycotts en Égypte et en Jordanie, qui se sont désormais propagés dans certains pays en dehors de la région arabe, notamment en Malaisie, à majorité musulmane.

Dans la publication LinkedIn, qui faisait partie d'une mise à jour du Nouvel An sur les opérations de franchise McDonald's alors que l'entreprise réécrit son plan futur pour 2024, Kempczinski a qualifié la perte de l'entreprise pour les investisseurs de « décourageante ».

Il s'est dit déçu de l'impact négatif des boycotts sur les revenus des entreprises. « *Dans tous les pays où nous opérons, y compris dans les pays musulmans, McDonald's est fièrement représenté par des propriétaires exploitants locaux qui travaillent sans relâche pour servir et soutenir leurs communautés tout en employant des milliers de leurs concitoyens. Ce lien avec la communauté locale est le génie du système McDonald's.* »

Une campagne de boycott contre les produits israéliens suite à la guerre à Gaza a gravement affecté les géants occidentaux de la restauration rapide.

La campagne de boycott actuelle pourrait être considérée comme la dernière étape du mouvement pro-palestinien de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) contre le régime israélien. Le BDS, qui s'inspire du mouvement anti-apartheid en Afrique du Sud, a été lancé en 2005 par plus de 170 organisations palestiniennes qui faisaient pression pour « diverses formes de boycott contre Israël jusqu'à ce qu'il respecte ses obligations en vertu du droit international ».

Des milliers de volontaires dans le monde entier ont depuis rejoint le mouvement BDS, qui appelle les personnes et les groupes du monde entier à rompre les liens économiques, culturels et universitaires avec Tel Aviv pour aider à promouvoir la cause palestinienne. Le mouvement a si bien réussi à causer des dommages économiques au régime que les groupes pro-israéliens ont qualifié de « menace existentielle ».

McDonald's et d'autres entreprises concernées recherchent une solution pour maintenir un équilibre dans leurs opérations mondiales dans un contexte politique changeant.

PresseTV 5 janvier 2024

L'Iran promet de venger l'attaque de Kerman qu'il qualifie d'un crime odieux !



L'attaque terroriste de Kerman a fait près de 100 morts

La République islamique a dit vendredi adieu aux martyrs tombés dans l'attaque terroriste qui a fait près de 100 morts à Kerman, et les responsables iraniens ont juré de se venger de l'attaque revendiquée par le groupe takfiri Daesh.

85 personnes ont embrassé le martyre mercredi 3 janvier alors qu'elles commémoraient le quatrième anniversaire du martyre du défunt commandant, le lieutenant-général Qassem Soleimani, dans la ville méridionale de Kerman.

Lors des funérailles massives des martyrs de l'attentat, le président Ebrahim Raïssi a assuré que « *les forces armées iraniennes prendront l'initiative et détermineront l'heure et le lieu* » de la réaction.

Il a déclaré que le peuple constitue « *la composante de pouvoir la plus importante* » de la République islamique.

Le président iranien a souligné que les ennemis avaient déjà observé et expérimenté l'ampleur de la puissance iranienne.

Pour sa part, le commandant du Corps des Gardiens de la Révolution islamique a promis une terrible vengeance pour ce crime odieux.

Le commandant du CGRI, le général Hossein Salami, a assuré aux personnes en deuil que l'Iran se vengerait de ses ennemis pour l'attaque terroriste.

Rendant hommage au général Soleimani en tant que commandant antiterroriste populaire qui a combattu et éradiqué Daesh, le chef du CGRI a déclaré que les éléments de Daesh n'ont le contrôle d'aucune région du monde et « *ne peuvent agir qu'en tant que représentants des États-Unis et du sionisme* ».

Parallèlement, le général Salami a souligné la frustration du régime sioniste face au « bourbier de Gaza », affirmant que l'Iran a porté des coups « *forts, douloureux et insupportables » au régime israélien et aux États-Unis.*

Al Mayadeen 5 janvier 2024

Cent avocats chiliens ont dénoncé Netanyahu devant la CPI pour Gaza !



Les avocats réclament, entre autres, un mandat d'arrêt international contre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu pour génocide

Près de 100 avocats chiliens ont déposé une plainte auprès de la Cour pénale internationale (CPI) contre le Premier ministre israélien pour génocide contre les Palestiniens.

La plainte a été déposée fin décembre contre le Premier ministre du régime israélien, Benjamin Netanyahu, pour génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité contre la population palestinienne de la bande de Gaza.

Les plaignants réclament, entre autres, un mandat d'arrêt international contre le Premier ministre israélien, ainsi que contre les autres agents et soldats responsables de ces crimes, à savoir le chef d'état-major de l'armée israélienne, Herzi Halevi, et le ministre des Affaires étrangères. Militaire israélien, Yoav Gallant.

L'ancien ambassadeur du Chili Nelson Hadad, l'un des signataires du procès, a souligné que « *ces crimes ont été commis pendant près de 90 jours, jour et nuit, avec des bombardements aveugles sur la population de Gaza, avec la destruction de quartiers résidentiels entiers, sans distinction entre civils et combattants* ».

« *Il est du devoir de tous les pays de dénoncer les criminels de guerre afin qu'ils soient tenus responsables, assument leurs responsabilités, soient punis conformément aux peines du Statut de Rome et que des réparations puissent également être accordées aux victimes* », a déclaré l'ancien diplomate. ... dans des déclarations à l'agence de presse EFE.

L'avocat Rodolfo Marcone, les universitaires Roberto Mayorga, Juan Banderas et Hassan Zeran dirigent la présentation devant La Haye, assistés de l'avocat pénaliste Juan Carlos Manríquez. Depuis le Parlement, des sénateurs chiliens, tels que Francisco Chahuán, Ximena Rincón, Paulina Vodanovic, Iván Moreira, Sergio Gahona et Alfonso de Urresti, se sont également joints à la plainte, exprimant leur condamnation des crimes du régime israélien à Gaza.

Le régime israélien a lancé le 7 octobre une guerre génocidaire soutenue par les États-Unis contre la population de la bande de Gaza, après avoir subi une défaite sans précédent lors de l'opération des combattants palestiniens, appelée Tempête d'Al-Aqsa, et qui a tué 22 722 Palestiniens.

HispanTV 6 janvier 2024

La Fédération syndicale mondiale félicite les travailleurs cubains à l'occasion du 65e anniversaire de la Révolution



Lettre du Secrétaire général de la FSM au Secrétaire général de la Central de Trabajadores de Cuba (CTC) à l'occasion du 65ème anniversaire du triomphe de la Révolution cubaine

Cher camarade Ulises Guilarte de Nacimiento,
Secrétaire général de la Central de Trabajadores de Cuba – CTC,
Chers travailleurs et peuple de Cuba en lutte,

Au nom de la Fédération syndicale mondiale (FSM), je vous adresse nos salutations fraternelles et nos félicitations à l'occasion de l'anniversaire des 65 ans du triomphe de la Révolution cubaine. Ces félicitations appartiennent à l'héroïque peuple et au gouvernement de Cuba qui, malgré le blocus meurtrier et les interventions impérialistes pendant toutes ces décennies, sous la direction et la vision du Parti communiste, continuent à maintenir haut le drapeau de la Révolution ; Une Révolution dirigée par Fidel Castro et ses camarades, profondément enracinée dans la société et défendue par l'héroïque peuple cubain.

Les réalisations de la Révolution cubaine sont omniprésentes et évidentes dans la vie quotidienne et le niveau de vie des travailleurs cubains. La santé, l'éducation, la politique familiale, le logement ne sont que quelques exemples qui démontrent que la révolution a déjà excellé.

La Révolution ne s'est pas limitée aux frontières cubaines. Imprégnée de solidarité internationaliste, Cuba a longtemps été un exemple de coopération et d'entraide entre les peuples du monde, envoyant des brigades de médecins, d'enseignants, etc.

Il n'est pas exagéré de dire que la victoire et les réalisations de la Révolution cubaine sont une source d'inspiration pour les luttes de millions de travailleurs dans le monde entier. Le triomphe de la révolution reste un symbole d'espoir et d'optimisme. Cuba est la preuve vivante qu'un autre monde, une autre société est possible. La Révolution prouve chaque jour que la lutte organisée et le militantisme peuvent et doivent vaincre l'impérialisme et renverser

suite à la page(19)

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 888-514-3044

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-598-5898

HEALTH

VIAGRA and CIALIS USERS! 50 Pills SPECIAL $99.00 FREE Shipping! 100% guaranteed. CALL NOW! 855-413-9574

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

BATH & SHOWER UPDATES in as little as ONE DAY! Affordable prices - No payments for 18 months! Lifetime warranty & professional installs. Senior & Military Discounts available. Call: 866-393-3636

HOME IMPROVEMENT

AGING ROOF? NEW HOMEOWNER? STORM DAMAGE? You need a local expert provider that proudly stands behind their work. Fast, free estimate. Financing available. Call 1-888-920-9937

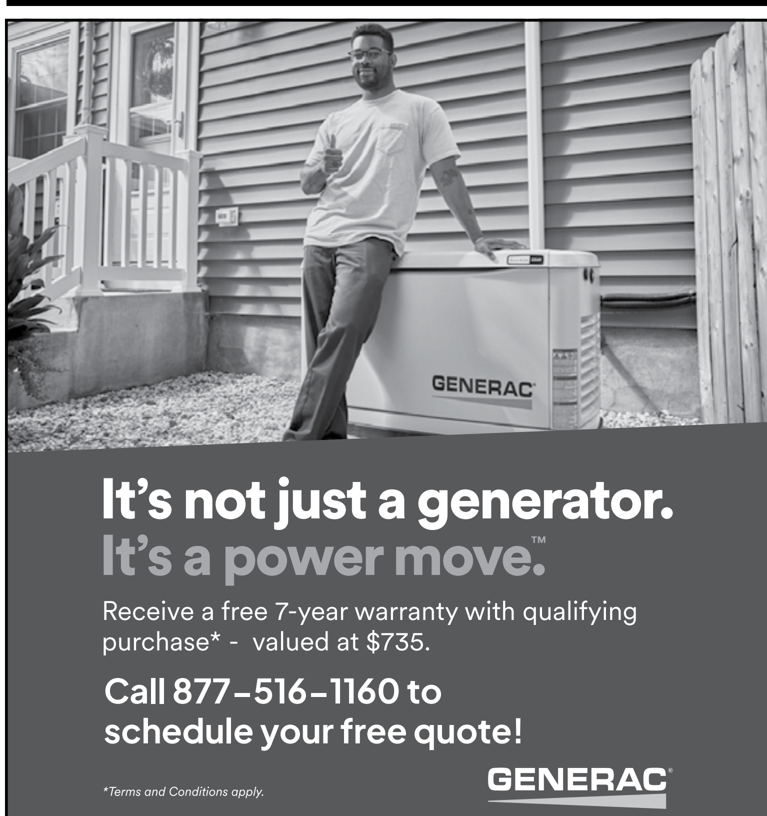
MISCELLANEOUS

DIRECTV Sports Pack – 3 Months on Us! Watch pro and college sports LIVE. Plus over 40 regional and specialty networks included. NFL, College Football, MLB, NBA, NHL, Golf and more. Some restrictions apply. Call DIRECTV 1-888-534-6918

TRAVEL SERVICES

SAVE ON YOUR TRAVEL PLANS! Up to 75% More than 500 AIRLINES and 300,000 HOTELS across the world. Let us do the research for you for FREE! Call: 877 988 7277









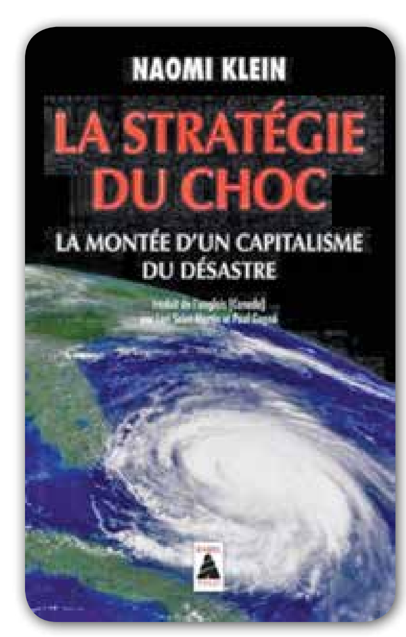








Porto Rico : Dans les griffes du capitalisme du désastre



Par Candida Cotto

Depuis 2008, l'écrivaine, journaliste et activiste canadienne Naomi Klein a ouvert les yeux de millions de personnes à travers le monde avec son livre *« La doctrine du choc : la montée du capitalisme de catastrophe »,* la réflexion s'est élargie dans de nombreux pays et l'analyse sur le thème du « capitalisme du désastre » et de ses conséquences désastreuses sur les masses humaines exposées aux ravages résultant des catastrophes de toutes sortes qui nous touchent.

Klein a mis le doigt sur la tête lorsqu'il a exposé les multiples et détestables manœuvres que la machinerie d'un capitalisme néolibéral « mondialisé » utilise pour éliminer la concurrence, utiliser son esprit politique et obtenir le maximum d'avantages financiers et économiques, ce qui augmente ses profits et son pouvoir. . Ceci est réalisé sur la misère causée par les pires catastrophes, naturelles et créées, auxquelles l'humanité est confrontée.

Il existe de nombreux exemples dans le monde du fonctionnement du « *capitalisme de catastrophe* », mais, dans l'orbite de l'empire américain, il suffit de se limiter à l'expérience de deux des plus récentes et emblématiques : le passage des ouragans Irma et María à travers Porto Rico en 2017 et l'incendie spontané qui a détruit la ville de Lahaina, sur l'île hawaïenne de Maui, le 8 août 2023.

Porto Rico est une colonie des États-Unis depuis 1898, et Hawaï est le dernier – au nombre de 50 – des États de « l'Union américaine » depuis 1959. Pour les marchands d'infortune, les subtilités du statut ne sont pas prises en compte. Ils sont maîtres de la situation ici et à Hawaï parce que leur pouvoir et leurs relations politiques au plus haut niveau des dirigeants démocrates et républicains à Washington leur permettent – ou pire encore – de la faciliter.

La réalité à Porto Rico, six ans après le passage de l'ouragan María, qui a causé plus de 3 000 morts et dont les dégâts ont été estimés à plus de 90 milliards de dollars, est une lente reconstruction, confiée à des mains étrangères, à travers des contrats de privatisation biaisés pour favoriser de ceux qui achètent ou louent, une reconstruction mal structurée avec tant d'exigences bureaucratiques qui empêchent l'arrivée des fonds du gouvernement américain entre les mains de ceux qui en ont le plus besoin. Selon le président de la Commission gouvernementale du Sénat, Ramón Ruiz Nieves, lors d'une audition publique de la Commission de conformité et de restructuration tenue en mars 2023, il a révélé qu'« il y a encore environ 3 500 familles (à Porto Rico) qui vivent dans des maisons qui ont comme un toit un auvent bleu, ceci malgré la disponibilité de millions de dollars de fonds de la FEMA (agence fédérale de gestion des catastrophes) pour la reconstruction et la réhabilitation des maisons.

La tragédie des « auvents bleus » que vivent 3 500 de nos familles est l'exemple le plus extrême de l'échec de la reconstruction et de la réhabilitation de Porto Rico après la pire catastrophe naturelle de son histoire contemporaine. Dans l'édition de CLARIDAD de la semaine du 11 décembre, l'Aide juridique de Porto Rico (ALPR) a dénoncé que dans le domaine du logement abordable, « *il est devenu trop tard pour une reprise équitable* ». Selon les porte-parole de l'organisation, Porto Rico a reçu près de 20 milliards de dollars de fonds pour la reconstruction des maisons touchées par les ouragans Irma et María, dans l'attribution et la distribution desquels « *on a constaté une lenteur persistante dans le progrès de ladite reconstruction ».*

» L'octroi d'incitations aux promoteurs ne peut pas être le moteur ou la fin du programme de fonds de relance. Il est essentiel d'adopter des critères qui accélèrent et proposent une solution à long terme pour les familles survivantes », a noté l'ALPR.

Un autre domaine d'une importance cruciale pour le redressement et la stabilité du pays est l'infrastructure énergétique, qui, après les ouragans, a été entièrement privatisée et placée entre les mains d'entreprises étrangères en conflit évident en raison de leur association avec des intérêts dans le gaz naturel. Le seul projet d'énergie renouvelable à grande échelle est financé par le Département américain de l'Énergie (DOE) et présente tous les signes d'opérations de « porte tournante », conçues pour que les fonds alloués par Washington restituent des bénéfices à l'économie américaine. Sur le milliard de dollars initialement annoncé pour le programme qui bénéficierait à 40 000 familles à faible revenu et fonctionnellement diverses, une allocation initiale de 400 millions de dollars a été prévue, soit 10 000 dollars par famille. Le DOE les confierait directement à trois entreprises privées du Texas, de Californie et du Wisconsin pour concevoir et proposer des services de maintenance aux systèmes solaires de secours avec batteries de stockage pour les 10 000 familles. Comme le coût des systèmes dépasse 10 000 $, les familles seront responsables du paiement mensuel d'un contrat pour l'installation, l'entretien et le remplacement des composants desdits systèmes pendant 25 ans, jusqu'à ce que le coût total de ceux-ci soit couvert. Un gros problème pour les entreprises privées et une dette considérable à long terme pour les familles aux revenus limités. Le directeur associé de Casa Pueblo, Arturo Massol, dont l'organisation a une longue histoire, préparation, expérience et bonne réputation dans le conseil, la promotion, l'éducation et le développement de systèmes d'énergie solaire, et l'économiste et directeur de l'organisation à but non lucratif Resilient Power PR. , a averti que les familles qui profitent du programme doivent connaître tous les détails du contrat avec ces entreprises avant de signer, sur la base de l'expérience de programmes similaires aux États-Unis, où des personnes ont eu recours à la faillite ou ont risqué de perdre leurs maisons en raison des retards dans le paiement de leur dette. Cela pourrait être l'un des risques les plus graves de ce modèle, selon ces experts.

Le « capitalisme du désastre » crée ses propres opportunités, quel que soit le scénario. Les tactiques de « choc » suivent un schéma clair de recherche de crises propices à l'insertion et à l'exploitation. La petite ville de Lahaina, sur l'île de Maui à Hawaï, n'est que l'une des incursions les plus récentes et les plus dramatiques de ce phénomène de capitalisme « mondialisé ». Près de quatre mois après que l'incendie de forêt le plus meurtrier de l'histoire moderne des États-Unis a coûté la vie à plus de 100 personnes et en a déplacé 10 000 autres, des milliers de survivants sont toujours sans abri, dispersés parmi les hôtels, les refuges et les communautés de cabanes en campagne sur les plages de l'île. Et bien qu'il y ait suffisamment de logements à Maui pour loger chacun de ces résidents, leurs prix ou leur loyer sont trop élevés pour le revenu moyen des familles ouvrières de cette région.

À Maui, comme dans les zones côtières de Porto Rico, ou dans des endroits comme Dorado, Puerta de Tierra ou Old San Juan, il y a une crise chronique de pénurie de logements abordables, combinée à l'invasion d'acheteurs de résidences secondaires et de riches étrangers, transplantés des États-Unis, qui déplacent les habitants historiques qui donnent vie et personnalité à leurs quartiers. Hawaï et Porto Rico sont les miroirs parallèles du même mal, produit des racines coloniales, de l'occupation, de l'extraction de richesses et de la dépossession, en échange de miettes, de notre héritage ancestral.

Claridad 28 décembre 2023



Suite de la page (18)

le système d'exploitation de l'homme par l'homme.

Chers camarades,

La Fédération syndicale mondiale s'est toujours tenue fermement aux côtés de l'héroïque Cuba à tous les moments et à toutes les grandes étapes de la Révolution cubaine. Le mouvement syndical international de classe exprime sa pleine solidarité internationale avec la Central de Trabajadores de Cuba, les travailleurs et le peuple de Cuba qui, par leur exemple, inspirent les travailleurs. L'héroïque Cuba a surmonté toutes les adversités, les difficultés et les attaques au fil des ans et continuera à résister, à promouvoir la paix, la fraternité et la solidarité entre les peuples et les travailleurs du monde.

Vive la Révolution cubaine !

Fraternellement,

Pambis Kyritsis
Secrétaire général de la FSM
5 Janvier 2024









AMERICAN MUSLIM TASK FORCE FOR PALESTINE
AMP
CAIR
ICNA
MAS
msa
MUSLIM LEGAL FUND
YOUNG MUSLIMS
MARCH ON WASHINGTON FOR GAZA
SATURDAY
JANUARY 13TH, 2024
1:00 PM
THE NATIONAL MALL
1600 CONSTITUTION AVE. NW
WASHINGTON, DC



AROMARK
SHIPPING
YON KONEKSYON DIREK POU AYITI
973-690-5363
Shipping full container loads to Port-au-Prince & Cap Haïtien, and cars, trucks, buses, and construction equipment to Port-au-Prince. Receiving vehicles Mon thru Fri from 9 AM till 4 PM, Red Hook Terminal, 70 Hamilton Ave. Brooklyn, NY 11231 IN SEABOARD TRAILER OFFICE.
YON KONEKSYON DIREK POU HAITI
WEEKLY SAILING FROM NY & NJ PORTS
FASTEST TRANSIT TIME IN THE INDUSTRY
12 DAYS TO HAITI
Call us today at 917.299.3640 or 917.416.4625
Serving the Haitian community since 1995.
Nou pi rapid, nou garanti!
Email: solutions@vmtrucking.com
www.HaitiShipping.com